



Président : M. INSANALLY
(Guyana)

La séance est ouverte à 15 h 20.

Point 14 de l'ordre du jour (suite)

Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

- a) **Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Agence (A/48/341)**
- b) **Projet de résolution (A/48/L.13 et Corr.1)**

M. Inderfurth (Etats-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) :

Au nom des Etats-Unis, ma délégation souhaite exprimer son ferme appui au projet de résolution sur le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour 1992. En s'acquittant de sa double responsabilité consistant à promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et à veiller à ce qu'elle ne soit pas utilisée à des fins militaires, l'AIEA favorise, en fournissant des garanties, la paix et la sécurité internationales, et c'est par conséquent une institution d'importance primordiale pour les Etats-Unis et la communauté internationale. Nous rendons hommage au Directeur général, M. Blix, et au secrétariat de l'AIEA pour la diligence et l'engagement dont ils ont fait preuve en s'acquittant de ces responsabilités.

Le système étendu, efficace et unique des garanties de l'AIEA est la base sur laquelle repose la coopération internationale dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Le système des garanties donne des assurances importantes que les transferts de technologie et d'information dans le domaine nucléaire ne sont pas détournés à des fins militaires, ce qui saperait la

paix et la stabilité internationales. Dans son discours à l'Assemblée générale, le 27 septembre, le Président Clinton a déclaré que la non-prolifération est l'une des premières priorités de notre nation. Il a noté le rôle de l'AIEA dans le régime de non-prolifération et a demandé à la communauté internationale de continuer d'appuyer et de renforcer l'AIEA.

Les Etats-Unis rendent hommage à l'AIEA et à son conseil d'administration pour les mesures qu'ils ont prises pour renforcer le programme des garanties, en particulier : en réaffirmant le droit de demander des inspections spéciales d'installations non déclarées; en demandant aux Etats Membres de partager les informations provenant de leurs services de renseignement, et de transmettre plus de détails sur leurs importations et exportations nucléaires et sur la conception de leurs installations; en créant des systèmes permettant une meilleure analyse de ces données; et en étudiant si et comment on pourrait intégrer concrètement des techniques de surveillance de l'environnement dans les garanties. Toutes ces mesures renforceront la transparence des activités nucléaires des Etats Membres et devraient mieux permettre à l'AIEA de détecter des activités clandestines.

Je voudrais maintenant parler de la question du rôle de l'AIEA dans ses rapports avec certains pays et régions particuliers qui nous préoccupent sur le plan de la non-prolifération.

Les Etats-Unis rendent un hommage particulier à l'AIEA pour ses efforts en vue de mettre en oeuvre les garanties en Corée du Nord. Malgré les efforts de l'Agence, nous sommes profondément préoccupés de voir que la République populaire démocratique de Corée n'a pas encore accepté les inspections de l'Agence nécessaires pour assurer la continuité des garanties. Comme l'a dit le Directeur général Blix, plus ces inspections sont retardées, plus la

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-178A, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

Lorsque le résultat d'un vote enregistré ou d'un vote par appel nominal est suivi d'un astérisque, voir l'annexe au procès-verbal.

Distr. GENERALE

A/48/PV.46

16 novembre 1993

FRANCAIS

continuité des garanties est menacée. Nous prions instamment la République populaire démocratique de Corée d'accepter ces inspections dès que possible et de coopérer immédiatement avec l'Agence afin de mettre pleinement en oeuvre son accord de garanties.

Ces inspections sont indispensables pour rassurer la communauté internationale que les installations nucléaires déclarées de la République populaire démocratique de Corée servent exclusivement à des fins pacifiques. Si la continuité des garanties n'est pas assurée, les Etats-Unis ne poursuivront pas leurs pourparlers avec la République populaire démocratique de Corée, et ils seront obligés de renvoyer cette question au Conseil de sécurité pour qu'il prenne de nouvelles mesures. Mon gouvernement demeure attaché à une solution diplomatique qui favorise la paix et la sécurité sur la péninsule coréenne et renforce le régime international de non-prolifération, mais nous ne saurions poursuivre ce processus diplomatique si nous ne sommes pas sûrs que la continuité des garanties est assurée.

L'effort de l'AIEA en vue de découvrir et de détruire le programme nucléaire iraquien a été un succès impressionnant. Mais, comme l'a observé le Directeur général Blix, il y a encore des lacunes dans nos informations sur les canaux d'achat et les sources d'information scientifique et technique de l'Iraq. En outre, l'Iraq n'a pas encore reconnu son obligation, résultant de la résolution 715 (1991), d'accepter une surveillance et une vérification à long terme. Il n'a pas non plus montré qu'il est disposé à mettre en oeuvre les exigences du plan de l'AIEA pour la surveillance à long terme. C'est pourquoi nous prions instamment l'Iraq de prendre les mesures exigées par l'AIEA, aux termes des résolutions 687 (1991) et 715 (1991), et nous appuyons l'intention de l'AIEA d'exiger d'être pleinement satisfaite sur ces questions avant de faire savoir au Conseil de sécurité que l'Iraq a mis en oeuvre les parties pertinentes de ces résolutions.

Nous assistons à des tournants historiques dans le processus de paix au Moyen-Orient. Les succès remportés dans les pourparlers bilatéraux donnent de nouvelles possibilités en matière de limitation des armements et de sécurité régionale. Nous espérons que, grâce à la poursuite des progrès politiques entre Israël et ses voisins, les chances d'avancer vers la création d'une zone exempte de toute arme de destruction massive et de tout vecteur au Moyen-Orient ainsi que les chances de limiter l'accumulation déstabilisatrice d'armes classiques dans la région seront meilleures. Les Etats-Unis appuient la participation de l'AIEA dans ces efforts, notamment pour aider les discussions sur le plan régional au sujet d'une vérification efficace d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

Nous sommes heureux de constater que les visites et inspections de l'AIEA en Afrique du Sud ont été ouvertes et productives. Nous nous félicitons des efforts de l'Agence pour confirmer la déclaration initiale de matières nucléaires faite par l'Afrique du Sud, et nous rendons hommage au Gouvernement sud-africain pour sa large coopération avec des responsables de l'Agence pour leur permettre de s'acquitter de leurs responsabilités concernant les garanties. Nous espérons en outre voir la création d'une zone exempte d'armes nucléaires couvrant l'Afrique entière.

Les Etats-Unis se félicitent de l'effet stabilisateur des progrès faits en matière de garanties en Amérique latine. Nous espérons que l'accord de garanties quadripartite entre l'AIEA, l'Argentine, le Brésil et l'Agence argentine-brésilienne de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires pourra entrer en vigueur rapidement. Nous nous engageons à appuyer les parties sur le plan technique dans leurs efforts visant à mettre en place un régime de garanties efficace aux termes de cet accord.

Je voudrais maintenant passer à quelques domaines d'intérêt plus général du point de vue de la non-prolifération, à commencer par l'arrêt de la production de matières fissiles. Les Etats-Unis ont pris tout particulièrement note de l'optimisme du Directeur général, qui a dit que le climat international actuel est favorable à un accord universel sur l'arrêt vérifié de la production de plutonium et d'uranium fortement enrichi à des fins d'explosion. Mon gouvernement partage cet optimisme. Dans son discours à l'Assemblée générale, le Président Clinton a insisté sur l'engagement des Etats-Unis de s'efforcer de parvenir à un accord international qui interdirait à jamais la production de ces matières à des fins d'armement. Bien évidemment, la vérification par le biais des garanties de l'AIEA sera absolument indispensable à la crédibilité d'un tel régime. En outre, le Président Clinton s'est proposé de permettre à l'AIEA d'inspecter les matières fissiles dont les Etats-Unis n'ont plus besoin à des fins de dissuasion. Nous notons aussi les propositions tendant à faire participer l'AIEA à la vérification d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, et les examinerons à fond.

Nous estimons qu'en envisageant la participation de l'AIEA à des activités de désarmement au-delà de son rôle traditionnel dans le domaine des garanties, nous rendons hommage au respect qu'elle s'est acquis en tant qu'institution internationale. Comme l'a fait remarquer le Directeur général dans son discours, la nouvelle charge de travail que représente la vérification et les ressources qu'elle nécessite seront importantes. Les Etats-Unis pensent que nous devons examiner avec sérieux les mécanismes susceptibles de fournir ce qui pourrait être des ressources considérablement accrues pour les garanties de l'AIEA.

Le Traité sur la non-prolifération nucléaire (TNP) sert de principale barrière juridique et politique à toute nouvelle prolifération des armes nucléaires et reflète le consensus international selon lequel la prolifération nucléaire demeure l'une des menaces les plus graves à la sécurité et à la stabilité dans le monde. L'AIEA est étroitement associée à ce traité, qui dépend du système de garanties de l'AIEA pour la surveillance du respect de ses dispositions par les parties. Tout effort visant à renforcer ces garanties renforcera en même temps le TNP.

C'est par le biais de l'AIEA que les Etats-Unis sont en mesure de faire parvenir des ressources et un appui technique aux parties, pour satisfaire aux dispositions de l'article IV du Traité, qui demande la coopération la plus large possible entre les parties aux fins de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Les Etats-Unis pensent que le renouvellement indéfini et inconditionnel du TNP en 1995 constituera la meilleure garantie possible que les contributions du Traité à la sécurité dans le monde et au développement pacifique de l'énergie nucléaire se poursuivront.

De plus, les Etats-Unis appuient sans réserve les efforts que fait l'Agence pour améliorer la sûreté des installations nucléaires civiles des pays membres. Nous louons le secrétariat pour l'appui qu'il apporte aux discussions que mènent les experts des Etats Membres pour parvenir à une convention internationale sur la sûreté nucléaire. Nous louons aussi l'Agence qui s'efforce de mettre à jour et de parfaire les documents techniques existants sur la sûreté nucléaire et d'entreprendre les études et analyses qui serviront de base technique à l'évaluation et à l'amélioration de la sécurité des réacteurs nucléaires de conception soviétique. Toutes ces activités contribueront selon nous à limiter le risque d'un autre accident comparable à celui de Tchernobyl.

Nous aimerions évoquer deux autres sujets de préoccupation. Premièrement, en ce qui concerne le déversement de déchets radioactifs en mer Arctique, l'AIEA joue un rôle prépondérant en matière d'évaluation internationale des effets sur la santé de l'homme et sur l'environnement des déchets radioactifs déversés dans l'environnement arctique. Les Etats-Unis appuient ces efforts. Deuxièmement, pour ce qui est des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, le rapport de l'AIEA pour 1992 donne toute la mesure de l'assistance technique fournie par l'Agence au monde en développement. L'aide fournie par l'AIEA couvre tous les domaines d'application de la science et des techniques nucléaires à des fins pacifiques, de la planification et du développement de l'énergie nucléaire et la gestion des déchets à l'assistance en matière de techniques non nucléaires. Mon gouvernement continue d'appuyer vigoureusement cet important rôle et nous

encourageons les autres Etats membres de l'AIEA à faire de même.

Dans son allocution du 27 septembre à l'Assemblée, le Président Clinton a déclaré que nous avions fait de la non-prolifération une des plus hautes priorités de notre pays et que nous avions l'intention de l'incorporer

“plus étroitement dans la trame de toutes nos relations avec les pays et les institutions du monde.” (*Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session, séances plénières, 4e séance, p. 10*)

L'appui vigoureux que nous apportons à l'AIEA est une partie cruciale de cet effort. Les Etats-Unis s'engagent à maintenir cet appui en tant qu'élément essentiel des efforts d'ensemble que font les Etats-Unis en matière de non-prolifération, que ce soit pour la création de zones régionales exemptes d'armes nucléaires ou pour l'élaboration d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires et d'une convention interdisant la production de matières fissiles.

Enfin, mon gouvernement voudrait féliciter l'AIEA de sa précieuse contribution à la paix et à la sécurité internationales et au bien-être de tous.

M. Breitenstein (Finlande) (*interprétation de l'anglais*) :

Je voudrais commencer par dire que la Finlande, qui est actuellement membre du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), apprécie beaucoup l'orientation que le Directeur général Hans Blix donne à l'Agence face aux nombreux problèmes que continue de poser l'utilisation pacifique et sûre de l'énergie nucléaire.

Si de nombreuses questions à l'ordre du jour de l'Agence méritent notre attention, je me concentrerai dans mon intervention sur trois d'entre elles jugées les plus importantes et les plus pressantes par mon gouvernement. Ce sont : le renforcement des garanties; les nouvelles tâches qui attendent l'Agence en matière de désarmement nucléaire; et l'application des garanties de l'AIEA à la République populaire démocratique de Corée.

En ce qui concerne les garanties, la Finlande est en faveur d'une refonte et d'une modernisation du système de garanties de l'AIEA. C'est avec un vif intérêt que nous assistons à l'élaboration de nouveaux concepts de garanties. Il est fondamental que l'Agence rationalise l'application de ses garanties et arrive à un meilleur “rendement” dans ce domaine. Pour nous, l'amélioration du système de garanties de l'Agence sera l'une des questions clefs d'ici la conférence

d'examen et de prorogation du Traité de non-prolifération en 1995. Compter davantage sur les systèmes nationaux de comptabilité et de contrôle, un partenariat avec des organisations régionales comme la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM), et l'intensification des efforts de l'Agence pour déceler les activités nucléaires non déclarées sont autant de pas importants dans la bonne direction.

Toutefois, l'Agence et l'ONU sont confrontées à des difficultés qui rendent nécessaire une approche plus audacieuse encore. L'AIEA doit recevoir des ressources financières et en personnel suffisantes pour pouvoir appliquer efficacement des garanties. Les possibilités de ressources financières supplémentaires étant faibles, la question de la différenciation dans l'application des garanties doit être examinée. Les degrés différents de risque que posent les divers programmes et installations nucléaires doivent être calculés lors de la répartition des ressources pour les garanties. Ce n'est qu'ainsi que les ressources disponibles pourront être utilisées au mieux pour répondre à l'objectif vital de la non-prolifération.

La nécessité de renforcer la crédibilité des garanties est manifeste. Nous ne préconisons pas que l'Agence joue le rôle de gendarme nucléaire mondial, mais nous sommes convaincus qu'il ne lui suffit pas de continuer de jouer simplement celui de comptable nucléaire mondial. La comptabilité est certes importante, mais l'application des garanties doit être orientée vers une approche dépendant moins des inspections de routine et plus de la détection d'activités inhabituelles.

La Finlande s'est portée volontaire pour servir de pays d'essai pour les nouvelles méthodes d'application des garanties. Nous poursuivons notre programme d'appui à l'application des garanties et nous nous efforçons de rationaliser cette application.

L'Agence doit également entreprendre de développer des garanties pour les activités nucléaires des Etats nouvellement indépendants dont les installations, espérons-nous, seront bientôt toutes placées sous les garanties de l'AIEA. Pour faciliter l'application des garanties en Ukraine, la Finlande a entrepris un programme d'assistance bilatérale afin d'aider à cet égard les autorités ukrainiennes responsables de la sûreté et de la réglementation nucléaires.

J'en viens maintenant aux nouvelles tâches qui attendent l'Agence.

La question de l'interdiction des essais nucléaires est étroitement liée aux autres activités de non-prolifération de l'Agence. Pour nous, l'AIEA est l'organisation-cadre, naturelle et rentable, pour l'application du futur traité

d'interdiction complète des essais nucléaires. La vérification sera une question clef lors de la négociation de l'interdiction des essais, comme le sera aussi la question des coûts. Il serait donc justifié de confier à l'AIEA le rôle d'agence de vérification du traité d'interdiction des essais. Dans une large mesure l'AIEA a déjà l'expérience et les notions nécessaires à cette fin. Les frais additionnels que cela entraînera pour l'Agence devraient être minimes si on les compare à ceux qu'entraînerait la création d'une nouvelle organisation internationale. Les budgets du désarmement sont déjà suffisamment grevés par les dépenses qu'occasionne la création de l'Organisation pour la prévention des armes chimiques.

La Finlande est en faveur d'un accord international interdisant la production d'uranium et de plutonium très enrichi destinée à la fabrication d'armes nucléaires. L'AIEA nous paraît toute désignée pour la vérification de ces réductions et celle des matériels d'application militaire que le processus de désarmement nucléaire a rendu inutiles.

Si l'application des garanties et le désarmement de l'Iraq a mis l'AIEA à rude épreuve sur le plan technique, le cas de la République populaire démocratique de Corée a mis à non moins rude épreuve la capacité de prise de décisions de l'Agence et sa politique de garanties. La crédibilité du Traité de non-prolifération ne résistera pas indéfiniment au non-respect dont il fait l'objet par un de ses Etats parties. La Finlande souhaite le dialogue et prône un respect négocié en ce qui concerne l'inspection spéciale de la République populaire démocratique de Corée. Nous espérons que la patience et le dialogue produiront bientôt les résultats escomptés. Nous convenons sans réserve avec le Directeur général que les relations entre l'Agence et la République populaire démocratique de Corée ne peuvent que reposer sur les bases et les principes juridiques dont procèdent l'accord de garanties et le Traité sur la non-prolifération. Nous demandons instamment à la République populaire démocratique de Corée de revenir sur sa position et de respecter les obligations qu'elle a librement acceptées en signant son accord de garanties avec l'AIEA.

La Finlande montre son attachement aux objectifs de l'Agence en contribuant à l'utilisation sûre de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Nous n'avons cessé d'appuyer le Directeur général et son personnel dans les efforts qu'ils font pour appliquer le système de garanties dont les Etats membres ont doté l'Agence. Nous continuerons de le faire.

M. Kovanda (République tchèque) (*interprétation de l'anglais*) :

Dans une déclaration qu'elle a faite récemment à la Première Commission, ma délégation a discuté plusieurs questions évoquées par d'autres orateurs. Aujourd'hui, je voudrais

parler en détail des efforts de la République tchèque pour poursuivre et tenir les engagements de la Tchécoslovaquie en ce qui concerne l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et mentionner les tâches qui, à notre avis, devront être accomplies par mon pays.

Comme l'Assemblée le sait, après 35 ans de coopération fructueuse et active, la Tchécoslovaquie, un des membres fondateurs de l'AIEA, a mis fin à son appartenance à l'Agence compte tenu de la dissolution du pays le 31 décembre 1992.

Dès les tout débuts de son existence, la République tchèque s'est intéressée à redevenir membre de l'AIEA, car elle considère l'Agence comme l'une des plus importantes et des plus respectées institutions de l'ONU, comme une institution qui a contribué de manière décisive à la préservation de la paix et de la compréhension parmi les nations en encourageant la coopération internationale dans l'application pacifique de l'énergie nucléaire et par son système de garanties visant la non-prolifération nucléaire.

Lors de la présentation de sa candidature à l'AIEA au début de cette année, la République tchèque a déclaré qu'elle s'estimait liée par toutes les obligations et les accords de l'Agence auxquels la Tchécoslovaquie avait souscrit. La République tchèque a adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), a confirmé qu'elle maintiendrait l'Accord conclu entre l'AIEA et la Tchécoslovaquie sur l'application des garanties, est devenue membre du Groupe des fournisseurs nucléaires, a adopté les dispositions énoncées dans les deux parties de la circulaire d'information INFCIRC 254 et, dans l'esprit de la décision du Comité Zangger, elle est également devenue membre de cet organe. Depuis sa création le 1er janvier de cette année, la République tchèque continue d'appliquer les garanties de l'AIEA conformément à la circulaire d'information INFCIRC 153, qui est un document modèle. Mon pays a simultanément confirmé qu'il adhérerait à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, à la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire, à la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique.

Nous avons accueilli avec satisfaction la recommandation positive du Conseil des gouverneurs concernant notre appartenance à l'AIEA, qui a été faite en février dernier, ainsi que la décision prise le 27 septembre dernier, à la trente-septième session de la Conférence générale de l'AIEA, d'approuver l'appartenance de la République tchèque à l'Agence. Nous nous félicitons également de l'approche utile du secrétariat de l'AIEA, qui a favorisé notre participation à toutes les activités de l'Agence et assuré la continuité des programmes d'assistance technique et des projets extrabudgétaires prévus par la

République tchèque pour 1993. Ces activités comprennent notre participation à des programmes d'experts consacrés à l'évaluation de la sûreté d'exploitation des réacteurs nucléaires, aux systèmes de notification d'accidents opérationnels, au programme extrabudgétaire visant à renforcer les normes techniques et de sécurité des réacteurs refroidis à l'eau et dotés d'un dispositif pour assurer une température constante, ainsi qu'un certain nombre d'autres programmes nationaux et régionaux d'assistance technique. Les autorités tchèques qui surveillent la sûreté des installations nucléaires ont mis en oeuvre les normes fondamentales de l'AIEA, ainsi que les recommandations de ses groupes consultatifs.

La République tchèque apprécie hautement les efforts de l'AIEA dans le domaine de la non-prolifération nucléaire. En particulier, le suivi du Traité de non-prolifération nucléaire, qui est assuré par l'intermédiaire du système de garanties de l'AIEA, a montré que, malgré certains inconvénients, l'AIEA est irremplaçable. Dans ce contexte, nous tenons à féliciter l'Agence en raison notamment de ses récentes activités de surveillance en Iraq conformément à la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité et de ses efforts visant à créer les conditions susceptibles d'amener la République populaire démocratique de Corée à conclure un accord de garanties et à respecter systématiquement le Traité de non-prolifération nucléaire. Je ne saurais dire combien nous appuyons ces mesures.

La République tchèque a l'intention de reprendre la tradition de bonne coopération avec l'AIEA, non seulement en fournissant ses propres experts pour ses propres activités de surveillance, mais également en accordant un appui actif et solide à tous les efforts constructifs en vue d'améliorer la capacité et l'efficacité du système de garanties de l'AIEA de sorte que, malgré ses ressources limitées, il puisse répondre aux exigences croissantes.

Je voudrais assurer cette assemblée, au nom du Gouvernement tchèque, que la question de l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques restera à l'avant-plan des priorités de la République tchèque. Il faut d'urgence que nous nous attachions notamment à la rédaction d'une législation nucléaire qui règle les questions inadéquatement couvertes par notre législation actuelle. Ils comprennent notamment l'entreposage des déchets nucléaires, la fin du cycle du combustible nucléaire, la responsabilité juridique en matière de dommages nucléaires et, partant, l'assurance qui doit protéger les opérateurs des centrales nucléaires.

Dans tous les domaines, nous avons l'intention de continuer, dans la plus large mesure possible, de nous conformer aux recommandations, aux attitudes et aux instruments de l'AIEA de façon à régler les questions délicates qui sont posées aux niveaux des exigences

internationales et de la pratique internationale actuelles. Dans un avenir proche, la République tchèque traitera la question des dispositions de droit civil en ce qui concerne la responsabilité en matière de dommages nucléaires, question actuellement discutée par le Gouvernement tchèque.

S'agissant des problèmes associés à l'énergie nucléaire, la République tchèque entend continuer les bonnes relations que la Tchécoslovaquie entretenait avec ses voisins. Voilà pourquoi mon pays a déclaré qu'il s'estime lié, sans réserve, par les accords conclus entre la Tchécoslovaquie et respectivement l'Autriche, l'Allemagne et la Hongrie. Le Gouvernement tchèque a récemment discuté d'un projet d'accord gouvernemental avec la République slovaque sur la coopération dans le domaine de la sûreté nucléaire, et nous avons également suivi attentivement et soutenu pleinement les préparatifs de la convention internationale sur la sûreté nucléaire. Nous apprécions les efforts de l'AIEA consacrés à la préparation du concept, et nous sommes convaincus que l'adoption de la convention résultera en une importance accrue de l'Agence auprès de la communauté internationale et contribuera à l'harmonisation mondiale des exigences fondamentales concernant la sûreté nucléaire.

La République tchèque est pleinement consciente de l'importance des activités de l'AIEA dans le domaine de l'assistance technique et de la coopération en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire pour favoriser le progrès économique et social dans les pays en développement. En tant qu'Etat disposant d'un programme nucléaire solide, mon pays est prêt à assister ces pays en leur fournissant des experts, en accueillant des stagiaires, en organisant des cours de formation et en coordonnant des programmes de recherche. Nous sommes en mesure de payer le plein montant de notre contribution volontaire de cette année au Fonds d'assistance technique et de coopération, ainsi que notre contribution au budget ordinaire de l'Agence. La délégation tchèque apprécie les activités de l'AIEA pendant la période sur laquelle porte le rapport et est extrêmement satisfaite du travail consciencieux de son secrétariat dirigé par le Directeur général Hans Blix, ainsi que du Président et des membres du Conseil des gouverneurs. Qu'il me soit permis de dire que la République tchèque est résolue à appuyer pleinement et activement l'AIEA dans tous les domaines de son activité dans l'avenir.

M. Halachev (Bulgarie) (*interprétation de l'anglais*) : La délégation bulgare tient à s'associer aux autres délégations qui ont exprimé leur estime et leur reconnaissance à l'égard de M. Hans Blix et du personnel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour la compétence et l'efficacité avec lesquelles l'Agence s'acquitte de ses importantes fonctions. Nous savons gré au Directeur général de son rapport annuel et de sa déclaration détaillée sur l'activité de l'AIEA. Sous sa direction, 1992 a

été une autre année fructueuse au cours de laquelle les tâches de l'Agence ont été menées d'une manière qui suscite la confiance et la gratitude des Etats Membres.

Le rapport annuel de l'AIEA montre clairement que l'Agence a continué à assumer ses responsabilités comme cela est prévu dans son statut et dans les résolutions de la Conférence générale et du Conseil des gouverneurs. C'est pourquoi, guidée par cette interprétation, ma délégation s'est portée coauteur du projet de résolution A/48/L.13 sur le rapport annuel de l'Agence pour 1992, qu'elle appuie vigoureusement.

Les questions de la non-prolifération et des garanties de l'Agence ont fait les gros titres de l'actualité internationale en 1992. Cette année a vu le début du processus menant à la Conférence des parties chargées de l'examen et de la prorogation du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires prévue pour 1995. La Bulgarie est convaincue que le Traité sur la non-prolifération constitue avec ses 160 Etats parties la pierre angulaire de toute la structure de la non-prolifération. Les articles III et IV qui traitent des garanties et de la coopération technique, sont au coeur du Traité. Le processus d'examen et de prorogation du TNP interagira donc avec les développements se produisant au sein de l'AIEA dans ces deux domaines. Nous sommes pour une prolongation indéfinie et inconditionnelle du Traité sur la non-prolifération et sommes convaincus que la sécurité et la stabilité mondiales s'en trouveraient renforcées.

Il a été suggéré que l'Agence pourrait avoir un rôle à jouer dans la vérification d'une interdiction globale des essais nucléaires. Une réduction à l'échelle mondiale de la production de matériel fissile utilisé à des fins d'armements serait un autre moyen extrêmement important de contrôle des armes nucléaires susceptible de renforcer le régime de non-prolifération. L'Agence est parfaitement qualifiée pour servir d'organe de surveillance d'un tel accord de réduction. La nécessité d'assurer le traitement et l'entreposage sûrs de l'uranium hautement enrichi et du plutonium provenant des ogives nucléaires démantelées représente une autre tâche dont l'Agence devra s'acquitter. Tout cela souligne l'importance croissante de l'AIEA dans les efforts visant à éliminer la menace de prolifération nucléaire, qui reste le plus grand défi.

La confiance dans le régime international de non-prolifération ne peut exister que lorsque les Etats manifestent une transparence complète en ce qui concerne leurs activités nucléaires. La pleine coopération avec l'AIEA, qui administre le système de non-prolifération nucléaire pour le compte de la communauté internationale, est essentielle. Le droit de l'Agence de procéder à des inspections spéciales, le cas échéant, doit être défendu. En dernier recours, l'appui du Conseil de sécurité peut être nécessaire.

Le système de garanties est un élément clef du régime de non-prolifération. La Bulgarie se félicite de la coopération étroite de l'Afrique du Sud avec l'AIEA, qui a abouti à la transparence en ce qui concerne son programme nucléaire des années passées et ses activités nucléaires actuelles. Nous demandons aux Etats qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de conclure avec l'Agence les accords nécessaires en matière de garanties et de les mettre en oeuvre. Dans ce contexte, nous tenons à exprimer notre profonde préoccupation en ce qui concerne l'application de l'accord de garanties conclu entre la République populaire démocratique de Corée et l'AIEA à propos du Traité de non-prolifération. Nous espérons que la République populaire démocratique de Corée respectera pleinement ses obligations au titre de l'accord.

Ma délégation est également convaincue que chaque Etat Membre doit respecter scrupuleusement les résolutions du Conseil de sécurité et fournir les informations relatives à ses activités nucléaires qui lui sont demandées. Nous avons confiance dans le Directeur général et dans son personnel ainsi que dans les efforts qu'ils déploient de manière inlassable et impartiale pour s'acquitter des responsabilités qui ont été confiées à l'AIEA par la communauté internationale tout entière, efforts que nous appuyons sans réserve.

La Bulgarie est d'avis qu'au-delà de l'obligation de fournir des informations sur leurs programmes nucléaires, les Etats Membres devraient procurer à l'Agence les informations pertinentes qui peuvent contribuer à rendre les opérations de garanties plus efficaces. A ce propos, nous appuyons la création, sur une base volontaire, d'un système universel consistant à faire rapport à l'Agence sur les exportations et les importations de certains équipements et matériel non nucléaire communément utilisés dans l'industrie nucléaire. La transparence nécessaire dans les activités nucléaires des Etats serait ainsi assurée, renforçant la confiance dans leur caractère pacifique. Cela réduirait aussi le risque qu'une violation puisse se commettre sans qu'on en ait eu connaissance à temps.

Le Gouvernement bulgare a établi un système national de contrôle des exportations liées au nucléaire qui répond aux nouvelles exigences internationales. Nous pensons que cela facilitera grandement notre participation à un futur système universel d'établissement de rapports dans le domaine nucléaire. Nous appuyons également la poursuite des efforts visant à renforcer le contrôle des exportations de matériaux nucléaires à double usage au sein du Groupe des fournisseurs nucléaires et du Comité Zangger fondé sur le Traité sur la non-prolifération.

Les activités de l'AIEA relatives aux garanties, à la sûreté nucléaire et à l'assistance technique concernent toutes

des domaines hautement prioritaires. Sans vouloir porter préjudice aux deux premiers, je voudrais parler de l'assistance technique fournie à la Bulgarie par l'AIEA pour le renforcement de la sûreté nucléaire et de la sûreté en matière de radiations de la centrale nucléaire de Kozloduy.

Le travail consacré ces trois dernières années à la réévaluation du site, y compris ses caractéristiques sismiques, conformément aux normes de l'AIEA, a été mené à bien. Le système de sûreté sismique industrielle a été entièrement remis à jour. L'équipement nécessaire a été fourni et un réseau local de surveillance sismique est en train d'être mis en place. On a également aidé l'autorité nationale de réglementation à élaborer et codifier les documents sur la sûreté nucléaire et la sûreté en matière de radiations ainsi qu'à obtenir de l'équipement pour le laboratoire dosimétrique mobile de l'Inspectorat sur la sûreté des radiations.

L'AIEA a aussi fourni son aide pour la réévaluation de la gestion des déchets radioactifs de la centrale de Kozloduy et l'établissement de normes réalistes et scientifiquement fondées pour les émissions radioactives de la centrale. L'Agence continue de prendre une part active à la recherche d'une solution aux problèmes liés au fonctionnement sûr des unités WWER-1000 ainsi qu'au traitement et à l'entreposage des déchets radioactifs en fournissant de l'équipement perfectionné pour le contrôle des métaux, des systèmes et des logiciels diagnostiques utilisés pour les analyses thermohydrauliques, physiques et à neutrons.

Une aide précieuse nous a été fournie par la Commission des Communautés européennes, l'Association mondiale des opérateurs de centrales nucléaires ainsi que le Consortium des organes de réglementation de l'énergie nucléaire qui ont élaboré les plans relatifs et effectué des analyses et de la recherche scientifique. L'aide financière qui nous a été accordée par la Communauté européenne, la Banque mondiale et les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la France a été d'une importance cruciale.

Je voudrais exprimer la profonde reconnaissance du Gouvernement bulgare à l'AIEA, à la Commission des Communautés européennes, aux autres institutions internationales ainsi qu'aux gouvernements d'Etats amis pour l'aide qu'ils nous ont accordée et qui nous ont permis de garantir le fonctionnement sûr et fiable de nos installations de production d'énergie nucléaire à un moment difficile.

Parallèlement aux efforts visant à améliorer davantage la sûreté de nos centrales nucléaires, nous continuerons d'étendre l'application des méthodes nucléaires à d'autres domaines, notamment à l'agriculture et à la médecine. Nous

aurons besoin de l'aide de l'Agence dans la réalisation de projets particuliers dans ces domaines.

De son côté, la Bulgarie fera de son mieux pour contribuer au succès de l'application des programmes d'assistance technique et de coopération de l'Agence. Durant la période couverte par le rapport, un séminaire régional sur les essais en cours des réacteurs de type WWER s'est tenu à Kozloduy. La Bulgarie a également accueilli la Séance de coordination de la recherche sur les effets biologiques des particules chaudes provenant de Tchernobyl.

Pour terminer, je voudrais dire encore une fois toute l'estime que le Gouvernement bulgare éprouve à l'égard du rôle et des activités de l'Agence visant à promouvoir la coopération internationale dans l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et le contrôle efficace de la prolifération des armes nucléaires, rôle et activités que le Gouvernement bulgare appuie sans réserve.

Organisation des travaux

Le Président (*interprétation de l'anglais*) :

Je voudrais faire la communication suivante à propos du point 56 de l'ordre du jour, "Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes". Comme les membres de l'Assemblée le savent, j'ai mené des consultations afin de déterminer la meilleure façon de poursuivre les travaux entamés lors de sessions précédentes. Je propose la création d'un groupe de travail officieux et à composition non limitée chargé d'élaborer un projet de résolution sur la question de la restructuration et de la revitalisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes, en vue de permettre à l'Assemblée de se prononcer sur cette question au plus tard à la fin du mois de novembre 1993. J'ai demandé au Représentant permanent du Bénin d'assurer la présidence de ce groupe officieux à composition non limitée, qui devra commencer ses travaux aussi rapidement que possible.

En ce qui concerne le point 53, "Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale", je vais très prochainement, dans un jour ou deux, annoncer la création d'un groupe de travail à composition non limitée chargé de s'acquitter des tâches énoncées dans la résolution 47/233 afin de rechercher un texte de consensus avant la conclusion de la présente session.

Enfin, après que l'Assemblée générale aura achevé ses débats sur le point 33 de l'ordre du jour, "Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres", débats prévus pour le 23 novembre, je ferai une autre annonce concernant

la création d'un autre groupe de travail à composition non limitée chargé de traiter spécialement de cette question.

Dans chacun des cas, j'entends participer activement à toutes ces discussions afin d'assurer que les attentes de l'Assemblée dans le domaine de la réforme, de la restructuration et de la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes soient pleinement satisfaites.

Point 14 de l'ordre du jour (suite)

Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

- a) **Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Agence (A/48/341)**
- b) **Projet de résolution (A/48/L.13 et Corr.1)**

M. Adekanye (Nigéria) (*interprétation de l'anglais*) :

La délégation du Nigéria a lu très attentivement le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui figure dans le document GC(XXXVII)/1060, et remercie le Directeur général de sa déclaration très complète, qui met en lumière les progrès enregistrés cette année dans les activités de l'Agence et souligne certains des défis qui nous attendent. Nous lui adressons nos sincères félicitations à l'occasion de la reconduction de son mandat et espérons bien voir se dérouler, sous sa direction efficace, une autre période fructueuse, caractérisée par une consolidation et une intensification de ces activités.

Le Nigéria, qui attache une grande importance à la coopération internationale dans les utilisations pacifiques de l'énergie atomique, a suivi avec le plus vif intérêt le rôle joué par l'Agence dans la promotion du transfert et de la diffusion de techniques nucléaires vers l'agriculture, l'industrie et la médecine. A cet égard, nous notons les progrès réalisés cette année dans l'extension des programmes d'assistance technique de l'Agence aux pays en développement.

La mise au point dans le laboratoire de l'Agence à Seibersdorf de nouvelles variétés de cultures dotées d'un haut rendement, de qualités et d'une résistance supérieures grâce à la technique de reproduction par mutation, et adaptées aux conditions topographiques et climatiques prévalant dans certains pays en développement; l'utilisation de techniques nucléaires et apparentées dans le diagnostic de la peste bovine; les nouveaux efforts entrepris en vue de l'éradication de la mouche tsé-tsé grâce à la technique de l'insecte mâle stérile; l'utilisation de l'irradiation pour la stérilisation des produits médicaux et leur amélioration par polymérisation; l'utilisation de techniques nucléaires pour l'analyse des oligo-éléments dans l'air, l'eau, le sol et d'échantillons biologiques afin d'améliorer nos connaissances sur les mouvements des polluants dans l'air : tout cela ne représente que quelques-uns des importants efforts de

recherche dont la large diffusion profitera aux pays en développement.

Nous nous félicitons de la nouvelle orientation du programme d'assistance technique biennal, car elle devrait à notre avis permettre de renforcer le développement national ainsi que la coopération régionale.

La délégation du Nigéria note avec satisfaction que la part de l'Afrique dans le programme d'ensemble a continué de croître ces dernières années et qu'elle est désormais la plus importante de toutes les régions. La coopération de l'Agence dans le transfert de la science et de la technologie nucléaires à l'Afrique, par le biais de l'Accord régional de coopération pour l'Afrique sur la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires (AFRA), a toujours été très appréciée par mon pays.

L'augmentation du nombre des projets identifiés de financement dans la région témoigne de la valeur que les Etats membres africains attachent à la contribution de l'Agence à notre développement. Nous demandons instamment à la communauté internationale de respecter ses engagements à l'égard de l'AFRA en fournissant le niveau de ressources nécessaires pour faciliter la prompte mise en oeuvre de ces projets.

Il convient de noter que l'accroissement des activités de l'Agence dans le domaine de la coopération technique coïncide avec une prise de conscience croissante de la nécessité d'aboutir à un juste équilibre entre, d'une part, les garanties et les activités régulatrices, et, d'autre part, les activités promotionnelles touchant le transfert et la diffusion de techniques nucléaires. Les changements mondiaux dans le domaine nucléaire, notamment l'évolution positive du processus de désarmement, sont autant de raisons suffisantes pour un retour à cet équilibre, comme cela avait été prévu à l'origine de l'Agence, et un rééquilibrage des ressources à cette fin.

Le rôle de l'Agence dans le domaine des garanties, tel qu'il est défini dans son statut, n'a jamais revêtu autant d'importance. De récents événements ont mis à jour les limites du système de garanties et l'aptitude de l'Agence à s'acquitter pleinement de ses obligations en vertu des accords de garanties conclus avec les Etats membres et conformément au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Les difficultés rencontrées par l'Agence dans ce processus ont fait l'objet de discussions entre les Etats membres, qui ont conduit le Conseil des gouverneurs à prendre un certain nombre de mesures pour renforcer le

système de garanties. Ces mesures sont les suivantes : confirmation du droit de l'Agence de procéder à des inspections particulières; diffusion et utilisation rapides d'informations précises; contrôle du commerce de matériels nucléaires et d'équipements spécifiques, ainsi que de matériels non nucléaires; amélioration des bases d'informations de l'Agence et utilisation plus efficace de celles-ci. Nous nous félicitons de ces mesures et continuerons de suivre de près toute nouvelle mesure susceptible de conduire à un accord sur de nouvelles approches qui accroîtraient l'efficacité et la rentabilité du système de garanties.

Il est essentiel que l'Agence continue de bénéficier d'un appui et d'une coopération politiques sans réserve dans l'application des accords de garanties conclus avec les Etats membres. L'engagement de chaque Etat membre de respecter ses obligations en vertu de ces accords est indispensable au maintien par l'Agence d'un système de vérification crédible.

A mesure que progresse le processus de désarmement nucléaire, et que tous les Etats qui y participent conviennent de propositions en vue d'un arrêt vérifié de la production de plutonium et d'uranium hautement enrichi servant à la fabrication d'armes ou d'autres matériaux explosifs, le rôle de l'Agence en tant que mécanisme crédible de vérification pour l'utilisation à des fins pacifiques de matériels et d'installations nucléaires devient plus important. La possibilité d'appliquer les garanties dans une future zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, et la mise en oeuvre d'un accord d'interdiction totale de ces armes et d'un accord prévoyant la création d'un régime international de gestion du plutonium et de l'uranium hautement enrichi, imposeraient de nouveaux défis et nécessiteraient de nouvelles techniques de vérification des garanties.

Jusqu'à présent, le mécanisme de vérification existant a été utilisé avec succès en Afrique du Sud pour confirmer le démantèlement de son ancien programme de fabrication d'armes nucléaires et son respect des obligations résultant de la signature, en septembre 1991, d'un accord de garanties avec l'Agence. La délégation du Nigéria se félicite de la coopération dont a bénéficié l'équipe d'inspection de l'Agence dans ce processus.

Cet événement a fourni un élan important aux efforts des pays de notre région pour instaurer une zone africaine exempte d'armes nucléaires. L'adoption officielle du Traité portant création de cette zone, dont le projet avait été accepté à la réunion du Groupe d'experts tenue à Harare, au Zimbabwe, en avril 1993, sera la garantie de l'engagement total de l'Afrique envers la non-prolifération. La délégation du Nigéria espère que l'Agence et la communauté internationale maintiendront le même niveau d'appui pour

ces efforts. A long terme, il est essentiel que les expériences de l'Agence servent de base pour accroître la transparence dans l'observation des accords de garanties.

La délégation du Nigéria est rassurée de voir que l'Agence a passé en revue le contenu environnemental de son programme d'activités conformément au programme Action 21. En coopération avec deux autres organisations établies à Vienne, à savoir l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Agence examine avec soin les problèmes et les défis de la production d'énergie électrique en relation avec l'environnement. Nous notons également que les programmes de l'Agence en matière de protection contre le rayonnement, de techniques nucléaires de conservation de l'environnement, et de ressources en eau et d'utilisation de l'eau ont été intensifiés dans le cadre d'efforts soutenus pour renforcer la prise de conscience environnementale de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins autres que la production d'électricité. Il est souhaitable de maintenir cet intérêt.

De plus, il devrait y avoir des efforts soutenus pour combattre un grand problème qui subsiste pour l'industrie nucléaire : l'élimination des déchets nucléaires et radioactifs. Nous demandons instamment à l'Agence de continuer à fournir aux Etats Membres une assistance dans le domaine de la manutention, du traitement et de l'élimination des déchets radioactifs. Elle devrait également renforcer son programme de gestion des déchets radioactifs.

Le Nigéria partage l'inquiétude très répandue à l'égard de la sûreté des installations nucléaires. Notre délégation note donc avec satisfaction dans le rapport que ces inquiétudes ont stimulé la recherche sur les technologies avancées, sur leur mise au point et sur leur application. Les retombées de ces efforts profitent déjà à de nombreux Etats membres, où une tradition de sûreté nucléaire semble se développer. Nous nous félicitons des progrès substantiels réalisés dans l'élaboration d'une nouvelle convention sur la sûreté nucléaire à la suite de discussions dans le cadre d'un groupe de travail d'experts juridiques et techniques à Vienne. Avec les amendements proposés à la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires et le Protocole conjoint le rattachant à la Convention de Paris, une telle convention sur la sûreté nucléaire serait importante pour un cadre juridique international essentiel à la sûreté de l'énergie nucléaire et à son acceptation comme une option valable pour l'avenir. Nous demandons aux Etats Membres de coopérer à résoudre les questions en suspens pour qu'une conférence diplomatique soit convoquée sans délai afin d'adopter la convention.

Comme d'autres organisations internationales, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit s'adapter aux réalités politiques de notre époque. Depuis 1978, le Nigéria s'est joint à d'autres pays, en particulier ceux d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie du Sud, pour exiger la correction du déséquilibre dans la représentation des deux zones au Conseil des gouverneurs. Des arguments en faveur d'une telle mesure sont plus concluants que jamais. Nous espérons que les Etats Membres s'engageront dans un dialogue fructueux afin de trouver de toute urgence une solution fondée sur les principes de l'équité et de l'équilibre.

Pour conclure, la délégation du Nigéria estime que dans le passé, l'Agence s'est admirablement bien acquittée de ses fonctions au titre du Statut. Ce faisant, elle s'est mérité notre respect et notre confiance. Nous croyons que l'Agence sera mieux en mesure d'affronter les défis à venir si elle continue de bénéficier de l'appui inébranlable de tous ses membres.

M. Kamal (Pakistan) (*interprétation de l'anglais*) : J'aimerais commencer par transmettre, au nom de la délégation pakistanaise, nos sincères félicitations à M. Hans Blix, le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), pour sa déclaration très complète et instructive sur les activités de l'Agence en 1992. M. Blix et ses collègues doivent être félicités pour le dévouement avec lequel ils s'efforcent de réaliser les objectifs de l'Agence et de s'acquitter de leurs responsabilités. Au Pakistan, nous attachons une valeur particulière à notre étroite coopération avec l'AIEA et nous avons grandement bénéficié de nos consultations utiles avec M. Blix, dont les conseils et l'aide ont toujours été constructifs et positifs.

Avant de présenter nos positions sur les questions de fond, j'aimerais féliciter l'Agence pour l'amélioration marquée de la présentation du rapport annuel de 1992. Chaque chapitre est maintenant précédé d'un sommaire des principaux points traités dans le chapitre. Le nouveau format du rapport annuel est basé sur des recommandations des Etats membres et témoigne de la réceptivité de l'Agence aux suggestions de ses membres.

Le Pakistan apprécie grandement la coopération technique précieuse que l'Agence offre aux Etats membres dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Parmi les utilisations pacifiques de l'énergie atomique, la production d'énergie nucléaire est la principale activité. Les conséquences négatives de la production d'électricité par des moyens classiques, en particulier les combustibles fossiles, sont de plus en plus apparentes. Plus de 6 milliards de tonnes de carbone sont envoyés dans l'atmosphère chaque année, entraînant un réchauffement possible du climat mondial et d'autres incidences néfastes

pour l'environnement. Compte tenu de l'industrialisation croissante, cette situation va encore s'aggraver.

L'énergie nucléaire est rentable et, à condition qu'elle soit produite en respectant les normes de sûreté internationale, elle peut être une option écologiquement rationnelle. Il n'est donc pas surprenant de constater un accroissement des demandes d'aide à l'Agence de la part d'Etats Membres en développement. Cependant, il y a deux principaux obstacles à l'implantation de l'énergie nucléaire dans les pays en développement : il s'agit d'une industrie qui mobilise énormément de capital, et elle est exigeante sur le plan technologique aussi. Ces aspects doivent être examinés par l'Agence. Autrement, la situation malheureuse qui prévaut actuellement — seulement 5 % de la capacité nucléaire mondiale est située dans des pays en développement — se maintiendra. L'Agence devrait porter une attention particulière aux demandes des Etats Membres en développement en ce qui concerne une assistance plus complète par une approche intégrée de la planification des programmes d'énergie nucléaire. De plus, des études plus détaillées en ce qui concerne les autres applications de la chaleur nucléaire — par exemple, pour les procédés chimiques et la désalination de l'eau — pourraient être entreprises par l'Agence.

Les services en matière de sûreté fournis par l'Agence méritent notre appréciation. Le Pakistan a bénéficié de beaucoup de services en matière de sûreté qui lui ont été fournis par l'Agence, comme les missions de l'Echelle internationale des événements, les missions d'examen de la sûreté d'exploitation et celles d'analyse des événements importants pour la sûreté. La portée de ces activités devrait encore être accrue. A cet égard, l'Agence pourrait jouer un rôle plus actif dans la promotion du partage d'expérience et du transfert d'information en matière de sûreté aux pays en développement dotés d'anciens réacteurs, comme elle l'a fait pour des pays utilisant des réacteurs plus anciens de conception russe. Le Pakistan préconise également l'adoption d'accords internationaux sur la sûreté nucléaire. Nous estimons qu'un régime rationnel, équitable et non discriminatoire couvrant les divers aspects de la coopération internationale dans les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire devrait être élaboré.

Les activités promotionnelles de l'Agence qui sont liées aux applications radio-isotopiques dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, de la santé, de l'industrie et des sciences de la Terre sont louables. Toutefois, nous nous inquiétons du fait que de nombreux projets de recherche et cours de formation dans ces domaines aient été touchés par des coupures budgétaires. Les programmes les plus gravement affectés par ces coupures se retrouvaient malheureusement dans les secteurs qui présentent le plus grand intérêt pour les pays en développement.

Les problèmes budgétaires de l'Agence méritent une attention sérieuse. Une insuffisance dans le versement des quotes-parts au budget ordinaire a entraîné une réduction des dépenses de 13 % pour tous les départements et une suspension de programmes équivalant à environ 16,2 millions de dollars. Nous exhortons les Etats Membres à verser la totalité de leur quote-part d'une manière régulière et ponctuelle. Le Pakistan lui-même s'est fait une règle de verser sa quote-part entièrement et rapidement. Nous suggérons aussi, lorsqu'une réduction des dépenses budgétaires devient indispensable, qu'on évite de procéder à des coupures généralisées. Il devrait plutôt y avoir un examen des programmes afin que les activités les plus productives soient les moins pénalisées.

Le Pakistan a toujours adhéré aux garanties de l'Agence et continuera d'y apporter son appui total. Le Pakistan demeure attaché à la non-prolifération nucléaire et à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Nous avons mis de l'avant une série de propositions visant à faire de l'Asie du Sud une région exempte d'armes nucléaires. Parmi celles-ci se retrouvent la signature simultanée du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), l'acceptation simultanée de garanties globales, la vérification mutuelle des installations nucléaires, un traité bilatéral d'interdiction des essais nucléaires et une déclaration bilatérale d'adhésion à la non-prolifération. Nous espérons que ces propositions susciteront une réaction positive. Nous sommes également disposés à envisager toute autre proposition qui garantirait la non-prolifération en Asie du Sud sur une base équitable et non discriminatoire.

Le Pakistan se félicite de l'évolution positive vers la non-prolifération nucléaire en Afrique et en Amérique latine. L'AIEA a joué un rôle essentiel en faveur des progrès accomplis vers la non-prolifération dans ces régions. Nous espérons qu'il sera bientôt possible d'accueillir favorablement des progrès analogues vers la non-prolifération au Moyen-Orient, en Asie du Nord-Est et en Asie du Sud.

Si les fonctions réglementaires de l'Agence, y compris son travail en matière de garanties, sont très importantes, l'imposition de restrictions arbitraires ou mal conçues sur le transfert de technologie nucléaire à des fins pacifiques est très troublante, surtout lorsqu'il est évident qu'il n'existe aucun risque de prolifération. Malheureusement, même de l'information liée à la sécurité est parfois refusée. Il s'agit d'une attitude à courte vue et contreproductive. Les pays qui ne peuvent avoir un accès légitime à la technologie nucléaire pacifique sont alors habituellement obligés de mettre au point leurs propres méthodes et techniques. Ces dernières pourraient ainsi être moins sûres et seraient certainement moins transparentes. Inversement, la coopération internationale se traduirait par l'apparition de techniques et

de méthodes plus sûres ainsi que par une transparence accrue. L'Agence a un rôle vital à jouer dans ce domaine. Elle peut faciliter un flux sans entrave de la technologie nucléaire pacifique en accentuant ses activités promotionnelles et en maintenant ensuite un équilibre approprié entre ces activités et ses fonctions réglementaires.

Pour terminer, nous aimerions exprimer notre reconnaissance pour la coopération technique utile dont l'Agence fait bénéficier les Etats Membres. Nous espérons que cette coopération augmentera de manière quantitative et sera encore renforcée dans des domaines qui sont d'un intérêt particulier pour les pays en développement, soit la production d'énergie, la santé et l'agriculture.

M. Yoo (République de Corée) (*interprétation de l'anglais*) :

Au nom du Gouvernement de la République de Corée, je voudrais exprimer notre reconnaissance à M. Hans Blix, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et au personnel du secrétariat pour leurs efforts dévoués et pour les résultats qu'ils ont obtenus dans le cadre des diverses activités de l'AIEA au cours des 12 derniers mois. Ma délégation se félicite sincèrement de la reconduction de M. Blix au poste de Directeur général. Alors qu'il affrontera les nouveaux défis qui se présenteront au cours de son quatrième mandat bien mérité, nous l'assurons du maintien de notre appui et de notre coopération.

A l'ère des épreuves de l'après-guerre froide, le renforcement du régime mondial de non-prolifération continue d'être une exigence essentielle dans l'édification d'un nouvel ordre mondial de paix et de sécurité. Au cours de l'année écoulée, la communauté internationale est devenue beaucoup plus consciente de l'importance vitale d'un régime mondial efficace de non-prolifération nucléaire, dont le coeur est formé par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et les garanties de l'AIEA.

L'élargissement récent du nombre de signataires du TNP à 160 Etats, y compris tous les Etats dotés d'armes nucléaires, est un événement dont nous nous réjouissons. Nous saluons le renoncement volontaire de l'Afrique du Sud au statut d'Etat doté d'armes nucléaires, ce qui est un acte sans précédent constituant un exemple remarquable pour d'autres Etats. Nous nous félicitons également des perspectives accrues qui se sont fait jour au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine pour l'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires dans ces régions, ainsi que de l'élan renouvelé qui est apparu en matière de désarmement nucléaire.

Nous espérons fermement que la communauté internationale pourra faire fond sur ces événements positifs

et mener à bien des débats constructifs qui aboutiront à la prorogation du TNP au-delà de 1995.

Il est toutefois surgi de nouveaux problèmes qui constituent de sérieuses épreuves pour le régime du TNP et son système de garanties. Le non-respect par la République populaire démocratique de Corée de ses obligations liées aux garanties du TNP et sa menace de retrait du TNP, l'expérience qu'a connu l'Agence en traitant la question des programmes d'armes nucléaires de l'Iraq et l'incertitude au sujet de la présence d'armes nucléaires dans certains Etats membres de la Communauté des Etats indépendants sont autant de points qui exigent des efforts renouvelés de la part de la communauté internationale en faveur du renforcement du régime du TNP et de son système de garanties.

Compte tenu du rôle central du système de garanties de l'AIEA pour assurer l'efficacité du régime du TNP, ma délégation aimerait réaffirmer son appui total aux activités de garanties de l'Agence, notamment aux efforts qu'elle déploie pour renforcer l'efficacité du système de garanties.

A ce sujet, ma délégation se félicite en particulier du résultat du réexamen, par l'intermédiaire du Groupe consultatif permanent sur l'application des garanties, de la mise en oeuvre des garanties de l'Agence, qui constitue un apport important au renforcement du système de garanties. Les diverses recommandations du Groupe, notamment celles ayant trait à des démarches novatrices en matière de garanties, dont de nouvelles mesures pour accroître la capacité de l'Agence à détecter des installations et des activités nucléaires non déclarées, peuvent servir de fondement solide à la poursuite des travaux de l'Agence. Nous encourageons l'Agence à intensifier ses efforts en faveur de la mise en oeuvre rapide de ces recommandations et à mettre un accent particulier sur les moyens d'accroître la confiance quant à l'absence d'installations et d'activités nucléaires non déclarées.

Ma délégation aimerait saisir cette occasion pour réaffirmer l'attachement du gouvernement de mon pays envers la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Nous croyons qu'il est impossible de réduire les tensions et d'instaurer la paix dans cette région tant que la transparence nucléaire totale n'y deviendra pas une réalité.

A cet égard, ma délégation exprime sa profonde inquiétude devant le fait que la République populaire démocratique de Corée, après avoir refusé que l'Agence effectue des inspections spéciales sur ses sites non déclarés afin de clarifier la question des contradictions relevées, est récemment allée jusqu'à tenter de restreindre jusqu'aux inspections normales ponctuelles et habituelles sur ses installations nucléaires déclarées. Par suite de ce refus de la

République populaire démocratique de Corée, le maintien des garanties et la validité des données recueillies lors des inspections antérieures sont maintenant remises en question, et la portée du non-respect par la République populaire démocratique de Corée des obligations découlant du Traité s'accroît d'autant.

La République populaire démocratique de Corée, qui a annoncé qu'elle n'avait plus l'intention de se retirer du TNP, reste pleinement liée par les dispositions du Traité et par l'accord de garanties qu'elle a signé avec l'AIEA. Si nous laissons une partie quelconque à l'accord de garanties manquer aux obligations qui lui incombent à ce titre et dire aux inspecteurs ce qu'ils doivent voir ou ne pas voir ou imposer des conditions extrinsèques aux dispositions de l'accord de garanties, la crédibilité et la validité de tout le système de garanties ne pourront être maintenues.

Compte tenu des conséquences graves de cette affaire pour la paix et la sécurité internationales, ma délégation pense que l'Assemblée générale devrait fermement aborder cette question et envoyer un message sans équivoque à la République populaire démocratique de Corée l'engageant à coopérer avec l'AIEA et à s'acquitter pleinement et sans autre délai des obligations qui lui incombent en vertu du traité, conformément aux résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs et la Conférence générale de l'AIEA et par le Conseil de sécurité. En outre, le défi lancé par la République populaire démocratique de Corée à l'autorité et à l'intégrité de l'AIEA doit être clairement relevé par la communauté internationale avec l'appui sans réserve de l'Agence. La République de Corée est donc heureuse de se porter coauteur du projet de résolution (A/48/L.13 et Corr.1) dont l'Assemblée est saisie.

Tout en appréciant les efforts impartiaux que continue de faire l'AIEA en vue de résoudre la question, j'aimerais saisir cette occasion pour demander à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations-Unies de coopérer comme il convient afin de persuader la République populaire démocratique de Corée que, dans son intérêt et dans celui de la communauté internationale, elle doit se laver de tout soupçon qui pèse sur elle dans le domaine nucléaire et devenir un membre respectable et responsable de la communauté internationale.

Pour mon gouvernement, la prompte mise en oeuvre de la Déclaration conjointe Nord-Sud sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne est également cruciale dans l'élimination de tous les soupçons qui pèsent sur le programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée. Un régime crédible et efficace d'inspections mutuelles entre le Sud et le Nord doit être créé dès que possible. Une fois conclu et devenu opérationnel, le régime servira à accompagner les garanties de l'AIEA et

contribuera sensiblement aux efforts de non-prolifération internationaux. A cet égard, mon gouvernement voudrait dire une fois de plus qu'il espère sincèrement que les contacts Nord-Sud actuels permettront d'instaurer un dialogue significatif qui aboutira à son tour rapidement à un accord sur un régime efficace d'inspection mutuelle.

Je voudrais également parler de la gestion internationale des matières fissiles excédentaires et du rôle possible que pourrait jouer l'Agence dans le domaine du désarmement nucléaire.

Mon gouvernement demeure très préoccupé par les surplus de plutonium et d'uranium fortement enrichi qui continueront d'être la conséquence du démantèlement des ogives nucléaires et du retraitement commercial croissant du combustible nucléaire irradié. Nous appuyons fermement la mise en place rapide d'un régime d'entreposage international et de gestion des matériaux fissiles excédentaires et encourageons l'Agence à assumer un rôle prépondérant pour faire en sorte que cela soit fait.

Ma délégation note également avec beaucoup d'intérêt les discussions relatives à la possibilité d'élargir le cadre des activités de garanties de l'AIEA afin d'aider aux activités de vérification d'une interdiction complète des essais et à un arrêt de la production de matériaux fissiles à des fins de fabrication d'armes. Nous pensons que l'Agence pourrait, à cet égard, contribuer sensiblement à la non-prolifération verticale des armes nucléaires en s'inspirant de son expérience en matière de garanties. Nous attendons avec intérêt l'examen approfondi de cette idée, notamment les méthodes visant à répondre aux nouveaux besoins s'agissant du financement et de la charge de travail supplémentaire.

Les mesures de promotion de l'Agence sont également importantes puisque, en vertu de son statut, elles constituent l'un de ses principaux domaines d'activité. Nous continuons à appuyer le renforcement des programmes de coopération et d'assistance technique de l'Agence, notamment afin de répondre à l'objectif mondial du transfert de la technique nucléaire à des fins pacifiques aux pays en développement. A cet égard, nous attendons les mesures qui permettront de trouver des ressources sûres pour ces programmes.

Nous apprécions vivement les contributions qu'apporte l'Agence à la promotion de la coopération internationale dans le domaine de la sûreté nucléaire. Nous notons particulièrement celles destinées à améliorer la sécurité des installations nucléaires dans les pays de l'ex-Union soviétique et dans les pays d'Europe centrale et orientale, ainsi que les activités quelle mène pour élaborer des principes de sécurité destinés aux futures centrales nucléaires.

Nous espérons que les discussions en cours concernant le projet de convention sur la sécurité nucléaire internationale seront bientôt terminées et que la convention sera adoptée à une conférence diplomatique au début de l'année prochaine avec la participation du plus grand nombre possible de pays.

Pour ce qui est de la gestion des déchets radioactifs, nous nous félicitons de la mise sur pied du Programme sur les normes de sûreté pour les déchets radioactifs, qui devrait donner aux Etats membres des directives sur la gestion sûre des déchets radioactifs. La haute priorité que mon gouvernement accorde à la gestion des déchets radioactifs est reflétée dans la contribution volontaire qu'il apporte à l'AIEA pour appuyer ce programme. Nous espérons que les travaux en cours sur les notions fondamentales de sécurité aboutiront éventuellement à la convention relative à la gestion sûre des déchets radioactifs.

Un autre domaine de préoccupation grave pour ma délégation est le déversement des déchets radioactifs dans la mer. Il est regrettable que, malgré le moratoire demandé par les parties contractantes à la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion des déchets, le déversement en mer de matériaux radioactifs se poursuit. Compte tenu de l'importance de cette question, nous lançons un appel à l'AIEA et à toutes les organisations internationales pertinentes pour qu'elles prennent les mesures nécessaires pour assurer la gestion écologiquement rationnelle des déchets radioactifs.

Pour terminer, ma délégation voudrait rappeler l'importance que mon gouvernement attache à l'Agence, l'assurer de toute sa coopération en vue de la réalisation de ses objectifs et de son appui au rôle essentiel que joue l'AIEA dans la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et de la non-prolifération des armes nucléaires.

M. Khandogy (Ukraine) (*interprétation de l'anglais*) :
Le rapport présenté par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session comporte des informations importantes concernant les activités de cette organisation en 1992. Pendant la période examinée, l'AIEA a fonctionné alors que le monde était en évolution rapide, qu'apparaissaient de nouveaux membres de la communauté internationale et qu'un nouveau modèle de relations entre Etats se développait.

Le rôle de l'AIEA dans le monde moderne et les défis auxquels elle doit faire face sont dûment reflétés dans la déclaration qu'a faite le Directeur général, M. Hans Blix, à l'Assemblée générale. Je saisis cette occasion, au nom de la

délégation ukrainienne, pour féliciter sincèrement M. Blix du renouvellement de son mandat à ce poste élevé.

La délégation ukrainienne note avec satisfaction que l'Agence continue de s'efforcer sans relâche d'appliquer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). A cet égard, je tiens à souligner que l'Ukraine s'est lancée de facto sur la voie qui lui permettra d'acquérir un statut non nucléaire et qu'elle continue de prendre les mesures pour atteindre cet objectif.

Le 2 juillet 1993, le Parlement ukrainien a adopté les principes directeurs pour la politique étrangère du pays. Ces principes stipulent que l'Ukraine ne sanctionnera jamais l'utilisation d'armes nucléaires à partir de son territoire et que la menace nucléaire est exclue de sa politique étrangère. Le retrait des armes nucléaires tactiques du territoire ukrainien a été achevé, et le processus de démantèlement des armes nucléaires stratégiques a commencé.

Notre pays, toutefois, ne peut pas obtenir automatiquement le statut d'Etat non nucléaire. L'Ukraine détient des composantes d'armes nucléaires situées sur son territoire, y compris des armes stratégiques et tactiques, bien que ces dernières aient été envoyées en Russie pour y être démantelées et éliminées en 1992. Tant que les armes nucléaires n'auront pas été détruites, il sera très difficile de définir le statut juridique de l'Ukraine au sens classique d'Etat nucléaire ou non nucléaire.

Parallèlement, le droit de l'Ukraine de posséder des armes nucléaires n'est pas en contradiction avec son espoir de parvenir au statut non nucléaire à l'avenir, ni avec les dispositions respectives du Traité sur la non-prolifération. La décision au sujet de l'avenir des armes nucléaires stratégiques déployées en Ukraine sera prise par son parlement, qui examine actuellement la question de la ratification de START et de l'adhésion au TNP. Il est certain que cette décision dépendra également de la fourniture, sous forme d'accords juridiquement contraignants, d'assurances de sécurité efficaces pour l'Ukraine de la part des puissances nucléaires, et en tout premier lieu de la Fédération de Russie et des Etats-Unis.

La délégation de l'Ukraine tient à souligner que l'élimination des armes nucléaires dans les plus brefs délais exigera des investissements considérables et une grande expertise. A cet égard j'exprime notre gratitude pour les efforts déployés à l'échelle multilatérale et bilatérale en vue d'aider l'Ukraine à réaliser cet objectif. En même temps, nous sommes toutefois obligés de reconnaître que l'importance de l'assistance internationale dans la destruction des armes nucléaires stratégiques en Ukraine est loin d'être suffisante.

Nous louons les activités de l'Agence en matière de garanties, qui revêtent une importance particulière par suite du processus de désarmement nucléaire qui se déroule actuellement, et nous appuyons les efforts qu'elle fournit pour continuer d'appliquer le système de garanties générales. Comme elle l'a réaffirmé à la trente-septième session ordinaire de la Conférence générale de l'AIEA, l'Ukraine est prête à placer toutes ses centrales nucléaires et son réacteur de recherches sous contrôle de l'AIEA. Ce processus a déjà été entamé. Des inspecteurs du Département des garanties de l'Agence ont visité toutes les installations répertoriées et ont apporté leur précieuse assistance à nos activités concernant l'application pacifique de l'énergie nucléaire.

Le 22 septembre 1993, le Ministre de la justice de l'Ukraine a enregistré les Règlements du Système d'Etat pour la comptabilité et le contrôle du matériel nucléaire. Ce système nous permet d'exercer un contrôle gouvernemental sur les quantités enregistrées de tous les matériaux nucléaires utilisés dans les activités nucléaires pacifiques de l'Ukraine.

Nous continuons d'oeuvrer à la mise au point d'un système de contrôle des exportations et importations nucléaires. La première mesure dans cette voie est la création d'un Comité d'Etat pour le contrôle des exportations. L'une des tâches principales qui lui est confiée est la surveillance du respect des normes du droit international en vue d'assurer la non-prolifération des armes de destruction massive et des vecteurs.

Une autre mesure importante à cet égard a été la ratification par le Parlement de l'Ukraine de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires.

L'énergie nucléaire joue un rôle important dans notre économie. Il suffit d'indiquer que les centrales nucléaires opérationnelles représentent plus de 30 % du montant total de l'énergie électrique produite en Ukraine. Compte tenu de la situation économique difficile au cours de cette période de transition, l'énergie nucléaire devient vitale et indispensable. L'Ukraine n'étant pas à même de se procurer les quantités nécessaires de pétrole auprès des sources traditionnelles par suite de la montée en flèche des prix de cette matière première. Le Parlement de l'Ukraine a donc dû revenir sur sa décision de fermer la centrale de Tchernobyl à la fin de l'année et de geler la construction de nouvelles installations nucléaires. Cette décision a été pénible et très difficile à prendre, mais elle a été la seule possible dans ces conditions, la question d'une fourniture adéquate de pétrole n'ayant pas été résolue. Cette mesure a été prise compte dûment tenu des conclusions des experts internationaux qui avaient établi que les réacteurs nucléaires du type de Tchernobyl pouvaient opérer de façon sûre après une certaine modernisation. La question de la sûreté nucléaire et radiologique présente par conséquent une importance primordiale pour l'Ukraine. Nous

apprécions et appuyons systématiquement les efforts que fournit l'Agence en vue de renforcer la coopération internationale dans ce domaine.

Nous nous félicitons des progrès réalisés dans l'élaboration d'une convention sur la sûreté nucléaire et de nouvelles normes de sûreté fondamentales, et nous sommes convaincus que ces travaux seront achevés en 1994. L'Ukraine appuie l'élaboration d'un régime de responsabilité en matière de dommages nucléaires et se propose de devenir partie à ce régime. Nous sommes heureux des progrès substantiels réalisés par l'Agence dans la mise au point d'un programme portant sur les normes à observer dans la gestion des déchets radioactifs.

Ayant parrainé le projet de résolution A/48/L.13, la délégation ukrainienne est certaine que son adoption contribuera à promouvoir les activités de l'AIEA dans les domaines qui revêtent une grande importance pour la communauté internationale. Une fois que le système de sûreté nucléaire global général sera mis en place et les armes nucléaires totalement détruites, les pays du monde pourront utiliser cette source d'énergie, jusqu'à présent la plus puissante jamais mise au point, aux fins exclusives de leur développement économique et d'une meilleure vie pour tous.

M. Chirila (Roumanie) :

Le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour l'année 1992 et la déclaration de M. Hans Blix sur les activités de l'Agence en 1993 nous offrent une image rassurante du rôle positif joué par l'AIEA dans le développement de la coopération internationale pour l'utilisation à des fins pacifiques de l'énergie nucléaire, ainsi que de sa contribution au renforcement du régime de non-prolifération nucléaire.

L'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire continue d'être confrontée à de sérieux défis. La prévention de la prolifération des armes nucléaires est devenue plus complexe et les exigences relatives aux garanties de l'AIEA se sont accrues. En même temps, une plus grande conscience des défis actuels dans le domaine de la sûreté nucléaire se ressent dans tous les esprits. Dernièrement, l'AIEA a été confrontée à des responsabilités croissantes, malgré toute une série de difficultés, y compris d'ordre budgétaire.

Nous tenons à rendre hommage au Directeur général de l'Agence ainsi qu'à son secrétariat pour la manière dont ils se sont acquittés de leurs responsabilités. Ma délégation se réjouit de la reconduction de M. Hans Blix dans ses fonctions de Directeur général de l'Agence et se félicite de sa réélection à ce poste important.

Le Gouvernement roumain est reconnaissant à l'Agence et à ses Etats membres de l'assistance qu'ils ont fournie sous

différentes formes. Pour notre programme relatif à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, soutenu par une technologie de haut niveau telle que celle des réacteurs deuterium-uranium (CANDU), la coopération internationale dans une parfaite transparence est essentielle. Un important contrat, signé l'année passée avec les partenaires du Canada et de l'Italie pour l'un de nos objectifs énergétiques les plus importants — la centrale nucléaire de Cernavoda — se trouve à un stade avancé de réalisation. Nous accordons une haute priorité aux activités de l'Agence visant à l'application des garanties sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Aussi, le Gouvernement roumain souscrit-il aux directives du Groupe des exportateurs nucléaires, ainsi qu'à celles relatives au transfert des technologies et matériels nucléaires, y compris celles à double usage.

En tant qu'ancien membre du Conseil des gouverneurs de l'Agence, et Vice-Président de cet organe jusqu'en septembre de cette année, la Roumanie a soutenu le renforcement du régime des garanties, ainsi que l'extension de ses activités d'assistance et de coopération technique. Nous nous félicitons aussi des décisions et des mesures adoptées à ce titre. A notre avis, la récente réaffirmation par le Conseil des gouverneurs du droit de l'AIEA à mener des inspections spéciales a été d'une importance particulière. La proposition de la Communauté européenne visant à établir, sur une base volontaire, un registre sur la production et les transferts de matières et d'équipements nucléaires mérite dans ce contexte toute l'attention des Etats membres. D'ailleurs, la nécessité de renforcer le régime international de non-prolifération a été amplement démontrée dans les cas de l'Iraq et de la République populaire démocratique de Corée. A cet égard, il convient de veiller au strict respect des engagements assumés, en toute transparence. L'universalité du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, sa prorogation inconditionnelle pour une durée indéfinie, le renforcement du régime des garanties ainsi que le respect des arrangements bilatéraux d'inspection convenus entre les Etats et l'AIEA, seront à même d'offrir le fondement indispensable, à long terme, pour une coopération internationale visant à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Dans un monde qui a besoin d'énergie, et qui est préoccupé en même temps par les risques de détérioration de l'environnement, la sûreté nucléaire et la radioprotection doivent jouir d'une haute priorité dans les programmes de l'Agence. Le programme élargi de sûreté nucléaire adopté après l'accident de Tchernobyl a eu des effets positifs sur les plans scientifique et technologique pour la crédibilité de l'énergie nucléaire dans l'esprit du public. L'élaboration d'une convention internationale en matière de sûreté nucléaire s'avère d'une urgence particulière.

Nous continuons d'être sérieusement préoccupés par l'état inadéquat de certains réacteurs nucléaires anciens situés dans notre région. L'AIEA a déployé de remarquables efforts visant à l'évaluation et à l'amélioration de la sûreté de ces réacteurs. Il est vrai que l'arrêt complet de ces réacteurs pose des problèmes énergétiques pour les pays qui les exploitent, mais un accident pourrait avoir des conséquences catastrophiques globales.

Le Gouvernement roumain tient à réaffirmer sa détermination à achever la centrale nucléaire de Cernavoda, dans les plus strictes conditions de sûreté, en conformité avec les normes internationales. L'année passée, mon pays a ratifié la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires ainsi que le Protocole relatif à l'application de la Convention de Vienne et de celle de Paris.

Le projet de résolution A/48/L.13 proposé par un nombre impressionnant de pays, parmi lesquels figure le mien, reflète, d'une manière adéquate, sérieuse et équilibrée, l'état des choses dans le domaine d'activité impliquant la plus haute responsabilité de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Les défis récents et surtout futurs pour l'Agence et ses Etats membres se retrouvent dans ce document soigneusement négocié et rédigé. Nous exprimons l'espoir qu'il pourra être adopté par consensus.

Pour terminer, permettez-moi de réaffirmer la détermination de mon gouvernement à prêter tout son appui aux activités de l'Agence, afin de s'assurer que l'énergie nucléaire ne soit utilisée qu'à des fins pacifiques et que le régime de non-prolifération nucléaire fonctionne à la hauteur des impératifs actuels et à venir. L'AIEA mérite l'appréciation et l'appui de toute la communauté internationale.

M. Zvanko (Biélorus) (*interprétation du russe*) :

Le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) présenté pour examen à cette session de l'Assemblée générale et la déclaration de M. Hans Blix, Directeur général de l'Agence, que ma délégation a écoutée avec beaucoup d'attention et d'intérêt, témoignent de l'importance et du volume considérable du travail de l'AIEA dans divers domaines, et avant tout pour ce qui est de promouvoir l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et d'assurer l'efficacité du système des garanties. Il ne fait pas de doute que par là, l'Agence apporte une contribution importante au renforcement du régime de non-prolifération des armes nucléaires, et donc à la cause de la consolidation de la paix et de la sécurité internationales. Tout comme d'autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies,

nous nous félicitons des activités de l'AIEA dans ces domaines et nous les considérons comme très opportunes.

Comme la délégation du Bélarus l'a déjà indiqué à d'autres occasions ici, en février de cette année, le Parlement du Bélarus a entériné la décision d'adhérer, en tant qu'Etat non nucléaire, au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. En juillet, les instruments d'adhésion du Bélarus au Traité ont été déposés auprès des gouvernements dépositaires. Par conséquent, conformément à l'article IX du Traité, le Bélarus est lié par ses dispositions, et le Directeur général de l'Agence en a été informé en bonne et due forme.

Nous avons commencé les travaux préparatoires devant mener à la conclusion des accords de garanties avec l'AIEA. Ces travaux se poursuivent à un rythme normal, même si à ce stade il devient évident que nous aurons besoin d'assistance pour préparer et former rapidement des spécialistes, dont les activités sont directement liées à l'exécution des accords. Nous aurons également besoin d'équipements appropriés.

Etant devenu partie à part entière au Traité de non-prolifération, le Bélarus a l'intention de prendre part aux préparatifs de la Conférence d'examen de 1995 et oeuvrera avec d'autres Etats à faire en sorte que le Traité soit universel et de durée indéfinie.

La République du Bélarus serait heureuse de voir débiter les négociations multilatérales en vue de la rédaction des documents pertinents sur un traité d'interdiction totale des essais nucléaires et de l'arrêt de la production de matières fissiles à des fins militaires. De toute évidence, les temps sont mûrs et il faut maintenant rédiger un document multilatéral contenant une formule unique pour garantir la sûreté des Etats non nucléaires vis-à-vis des Etats nucléaires.

Nous comprenons parfaitement les efforts de l'Agence pour assurer la sûreté nucléaire. Nous pensons que, pour ce qui est de la promotion du développement de l'énergie nucléaire, l'Agence devrait indiquer clairement les risques d'accidents et leurs effets potentiels et, le cas échéant, prévoir la fourniture d'une assistance efficace aux Etats où surviennent des accidents. Ceci est d'autant plus nécessaire que la solution des problèmes de l'exploitation sûre des centrales nucléaires, qui est une tâche à haute responsabilité, dépasse largement les frontières nationales et devrait relever intégralement du contrôle de l'Agence.

Notre république, qui est entourée d'une chaîne de centrales nucléaires situées sur le territoire d'Etats frontaliers, a un intérêt particulier à voir aboutir les nouvelles initiatives de l'AIEA visant à assurer la sûreté du fonctionnement des réacteurs nucléaires dans les Etats

d'Europe centrale et orientale et sur le territoire de l'ex-URSS.

Le Bélarus appuie les activités entreprises par l'Agence en vue d'achever la révision des normes de sûreté de base en matière de protection radiologique. L'adoption d'une nouvelle version de ces normes est très opportune pour notre république étant donné les rectifications qui sont actuellement apportées au programme gouvernemental du Bélarus afin de réduire au minimum les conséquences de Tchernobyl.

Le désastre de Tchernobyl a laissé une marque indélébile sur tous les aspects de la vie du peuple biélorussien. Ses conséquences déterminent dans une grande mesure le climat sociologique, psychologique et politique de notre société. En outre, il a entraîné des changements pratiques d'un caractère irréversible. Près de 300 000 personnes au Bélarus ont été obligées de vivre dans des agglomérations où l'équivalent de la dose moyenne de radiation dépasse un millisievert.

Un certain nombre de facteurs liés au désastre de Tchernobyl — l'irradiation, le stress psychologique et émotionnel de longue durée, des changements de régime alimentaire malsains, des complications économiques, et ainsi de suite — ont entraîné une détérioration de l'état de santé de notre nation. L'aspect le plus alarmant est l'accroissement des cas de cancers de la glande thyroïde. Pendant une période de sept ans, plus de 200 enfants et plus de 2 000 adultes ont dû être opérés de cette maladie. Entre 1986 et 1992, le nombre des cas de cancers de la thyroïde chez les enfants s'est accru de plus de 32 fois.

Résoudre les problèmes complexes et sans précédent causés par le désastre de Tchernobyl demeure une tâche primordiale pour notre gouvernement. Le Parlement et le Gouvernement de la République déploient de grands efforts pour permettre à la population de vivre normalement dans les régions touchées. Les efforts nationaux déployés pour surmonter les conséquences du désastre de Tchernobyl sont sans aucun doute plus efficaces lorsqu'ils sont complétés par des mesures internationales.

Un exemple éloquent de cette coopération est le projet commun de l'AIEA et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, auquel participe la Norvège et qui a pour objectif la diminution du niveau de contamination du lait et de la viande des animaux d'élevage en utilisant des substances qui fixent le caesium radioactif. L'utilisation de ces méthodes recommandées dans ce projet a donné des résultats positifs : le niveau du caesium radioactif dans le lait et dans la viande a diminué d'un demi à trois quarts. Cela revêt une importance particulière, car ils

font partie des principaux produits alimentaires consommés au Bélarus.

Alors que nous sommes sincèrement reconnaissants à tous de l'aide que nous avons reçue, il est dommage que l'intérêt manifesté à la question de Tchernobyl tende à diminuer, malgré le besoin évident d'efforts internationaux accrus en ce qui concerne ce problème. Notre conviction est fondée sur la détérioration de la santé de milliers de nos concitoyens, en particulier parmi les enfants.

Il est indéniable que l'aide internationale fournie aux personnes des régions touchées génère des retombées bénéfiques sous la forme d'acquisition de connaissances dans des domaines d'un intérêt humain considérable tels que les effets internes et externes des petites doses de radiation sur les humains et les effets de ces niveaux de radiation sur l'environnement. A notre avis, l'AIEA est appelée à jouer un rôle extrêmement important dans ce domaine.

En conclusion, je voudrais exprimer l'espoir que l'Agence internationale de l'énergie atomique s'adaptera rapidement aux conditions nouvelles — à la fois plus favorables et plus complexes — auxquelles sont confrontées toutes les organisations internationales, et qu'elle obtiendra des succès dans l'exécution des tâches qui l'attendent.

M. Pak (République populaire démocratique de Corée) (*interprétation de l'anglais*) :

L'humanité tout entière souhaite vivre dans un monde exempt d'armes nucléaires et de guerre nucléaire. Maintenant que l'affrontement Est-Ouest de la guerre froide a pris fin et que l'aspiration commune des peuples d'édifier un monde exempt d'agression et de guerre augmente, l'élimination des armes nucléaires et la prévention de la guerre nucléaire sont des questions pressantes qui ne souffrent plus aucun retard.

Se faisant l'écho de cette aspiration des peuples épris de paix, et découlant de son désir de voir la péninsule coréenne dénucléarisée, la République populaire démocratique de Corée a adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et a ratifié l'accord de garanties, et elle s'acquitte fidèlement de ses obligations à cet égard.

Au cours de huit séries d'inspections spéciales, la République populaire démocratique de Corée a fait preuve d'une sincérité totale en donnant suite aux demandes de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Elle s'est même soumise à l'inspection de ce que l'on appelle les "sites suspects". Cependant, certains fonctionnaires du secrétariat de l'AIEA, ne tenant pas compte de notre sincérité, ont imposé une inspection spéciale à mon pays et l'ont accusé sans raison de non-respect de l'accord de garanties.

Cette action injustifiée de la part de l'AIEA nous a amenés à conclure que, contrairement à nos attentes, le Traité sur la non-prolifération (TNP) n'est pas favorable à la dénucléarisation de la péninsule coréenne, mais plutôt, qu'il est utilisé comme un outil par ceux qui veulent détruire notre système socialiste. L'action de l'AIEA a également obligé la République populaire démocratique de Corée à prendre des mesures décisives en vue d'un retrait du Traité sur la non-prolifération afin de défendre ses intérêts.

Malgré cette décision, la République populaire démocratique de Corée espérait que la question serait résolue par la négociation et le dialogue, et que l'on répondrait ainsi aux aspirations des peuples du monde épris de paix. En conséquence, mon gouvernement a proposé la tenue de pourparlers directs avec les Etats-Unis d'Amérique afin de régler la question nucléaire, qui a été politisée. Deux séries de pourparlers ont eu lieu.

A la suite de la publication d'une déclaration conjointe de la République populaire démocratique de Corée et des Etats-Unis d'Amérique, il est bien connu que les Etats-Unis se sont engagés à ne pas recourir à la force ou à la menace de la force — y compris les armes nucléaires — pour garantir la dénucléarisation de la péninsule coréenne et à respecter les principes de la souveraineté et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui. Ainsi les Etats-Unis ont exprimé leur intention d'abandonner leur politique hostile à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée et de rechercher une solution impartiale à la question.

En même temps, la République populaire démocratique de Corée a pris l'engagement de suspendre unilatéralement la mise en application de son retrait du TNP et de remplacer ses réacteurs modérés au graphite par des réacteurs modérés à l'eau ordinaire. Ainsi a-t-elle apporté la preuve de la transparence et de la sincérité de sa politique de dénucléarisation : l'abandon de la mise au point d'armes nucléaires — ce qui était un sujet de grande préoccupation pour les Etats-Unis et d'autres pays — et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Nous espérons qu'en honorant les engagements pris par les deux parties, la perspective d'une solution fondamentale et finale de la question nucléaire sur la péninsule coréenne serait possible; que les bases de meilleures relations entre la République populaire démocratique de Corée et les Etats-Unis d'Amérique seraient jetées; que les tensions dans la péninsule seraient relâchées; et que des progrès qui feraient date pourraient être réalisés dans le domaine de la paix et de la sécurité en Asie et dans le reste du monde.

Cependant, au cours des pourparlers qui ont eu lieu entre la République populaire démocratique de Corée et les

Etats-Unis, d'une part, et les négociations entre la République populaire démocratique de Corée et l'AIEA, d'autre part, certains pays qui pensent encore en termes de guerre froide ont recouru de nouveau à des moyens de pression. Ils ont inscrit la "question nucléaire" à l'ordre du jour de la trente-septième session de la Conférence générale de l'AIEA, et adopté ce qu'ils ont appelé une "résolution".

Et maintenant, ils essaient à nouveau d'assurer l'adoption d'une prétendue résolution relative à la "question nucléaire" à cette séance prévue pour l'examen du point de l'ordre du jour relatif au rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Il s'agit d'un complot politique visant à empêcher le règlement de cette question par le biais de négociations et à étouffer la République populaire démocratique de Corée.

La "question nucléaire" ne doit pas figurer dans une résolution des Nations Unies; son inclusion est déraisonnable. Les Etats-Unis ne sont pas étrangers à la question nucléaire sur la péninsule coréenne et à sa complexité.

Les relations complexes entre la République populaire démocratique de Corée et l'AIEA peuvent être attribuées aussi à la partialité et au double critère dont font preuve certains responsables du secrétariat de l'Agence. Ils n'ont pas donné suite à notre proposition de procéder à des négociations, mais ont imposé des "inspections spéciales" et une étiquette de "non-respect" à la République populaire démocratique de Corée. Ils doivent donc être tenus pour responsables de l'échec de la mise en oeuvre de l'accord de garanties.

La tentative d'adopter une résolution qui rend hommage au Directeur général et au secrétariat de l'AIEA, tout en passant sous silence les efforts sincères de la République populaire démocratique de Corée et les circonstances qui l'ont amenée à prendre résolument la décision de se retirer du Traité sur la non-prolifération, est néanmoins un acte absolument injuste au regard des buts et principes de la Charte des Nations Unies. Pour la délégation de la République populaire démocratique de Corée, cette "résolution" est une attaque politique insidieuse dont le but est de provoquer des pressions internationales et elle la rejette catégoriquement.

Il a été allégué que la tentative d'adopter une résolution à la présente session, après l'adoption de la prétendue résolution à la trente-septième session ordinaire de la Conférence générale de l'AIEA, reflète la "volonté de la communauté internationale". Ce n'est cependant qu'un prétexte pour masquer l'ambition politique de quelques pays agissant au nom de la communauté internationale.

La République populaire démocratique de Corée ne reconnaîtra jamais une telle "exigence" conçue pour fouler aux pieds la souveraineté d'autres pays et nations.

Nous estimons que cette instance sacrée, où se réunissent des Etats épris de paix, indépendants et souverains pour examiner les moyens devant permettre de réaliser les nobles aspirations de l'humanité, ne devrait jamais être utilisée pour étouffer les pays petits et faibles. Les peuples du monde, épris de paix et de justice, espèrent sincèrement que l'Organisation des Nations Unies ne sera pas l'instance qui favorise l'agression et l'ingérence, mais l'instance qui contribue à réaliser leur désir d'édifier un monde nouveau, un monde pacifique et amical.

Ma délégation pense que les représentants ne se tromperont pas sur le grave caractère politique et militaire de la question nucléaire sur la péninsule coréenne et qu'ils coopéreront en vue de lui trouver un règlement impartial et radical, contribuant ainsi à la dénucléarisation de la péninsule coréenne, à l'élimination des tensions et au maintien de la paix et de la sécurité en Asie et dans le reste du monde.

L'enseignement que nous tirons des efforts que nous avons faits pour régler la question nucléaire sur la péninsule coréenne prouve que des pourparlers entre la République populaire démocratique de Corée et les Etats-Unis sont le seul moyen qui permettra de régler cette question, compte tenu de son origine et de son caractère politique et militaire.

En raison de leurs mesures injustes, le secrétariat de l'AIEA et le Conseil des gouverneurs ne sont plus qualifiés pour traiter de la "question nucléaire".

En tant que membre de la communauté internationale, la République populaire démocratique de Corée respecte l'Agence internationale de l'énergie atomique, et mon pays a la ferme intention d'appliquer à la lettre les obligations qui lui incombent envers l'Agence.

La République populaire démocratique de Corée continuera de laisser la porte ouverte aux négociations et au dialogue visant à trouver un règlement juste à la question nucléaire de la péninsule coréenne, et elle fera des efforts constants à cette fin. Toutefois, si l'on tente de régler cette question en recourant à des "pressions" ou en adoptant une "résolution" à des fins politiques, la République populaire démocratique de Corée agira en fonction de ses propres convictions et décisions.

Je saisis l'occasion pour rappeler notre position quant aux observations faites par plusieurs représentants, notamment de l'Australie et de la Hongrie, sur l'élargissement du domaine du non-respect et sur le respect

de l'accord de garanties. En raison de la menace nucléaire des Etats-Unis contre mon pays et les agissements injustifiés de certains responsables du secrétariat de l'AIEA, ce qu'on appelle une suspicion nucléaire a été créée, malgré le strict respect de l'Accord de garanties par la République populaire démocratique de Corée. Les Etats-Unis ont accepté les pourparlers avec la République populaire démocratique de Corée, car ils ont reconnu la partialité et les limitations de l'AIEA et le fait que les Etats-Unis sont la partie directement concernée par le règlement de la question nucléaire de la péninsule coréenne.

La Déclaration conjointe de la République populaire démocratique de Corée et des Etats-Unis d'Amérique, publiée le 11 juin 1993, affirme les engagements politiques pris, tels que le respect de la souveraineté, la garantie contre la menace ou l'emploi des armes nucléaires et la non-ingérence dans les affaires intérieures, ainsi que la mise en oeuvre impartiale de garanties intégrales. La République populaire démocratique de Corée a temporairement remis son retrait du Traité sur la non-prolifération, compte tenu des circonstances uniques où se sont déroulés les pourparlers entre la République populaire démocratique de Corée et les Etats-Unis. Dans ces circonstances, l'insistance mise sur l'application des obligations découlant du Traité sur la non-prolifération, alors que la raison du retrait du Traité était toujours valable, reviendrait à nous imposer les inspections partiales de l'Agence. Chacun voit donc clairement que l'imposition d'une telle exigence ne repose sur aucune base juridique. Les parties concernées devraient dûment s'efforcer de régler la question nucléaire par la négociation et s'abstenir de tout acte pouvant nuire à ce processus de négociation, au lieu d'imposer des inspections injustes.

Le représentant du Japon a fait une remarque provocatrice à l'encontre de mon pays, en évoquant l'application des obligations internationales. Mais sa déclaration n'est qu'un mauvais prétexte pour mal dissimuler les ambitions de son pays. Les peuples du monde épris de paix savent que le Japon met à profit notre "question nucléaire", qui est sans fondement, et qu'il poursuit discrètement une politique de puissance militaire et de nucléarisation. Le Japon accumule de grandes quantités de plutonium, sous prétexte de s'assurer du combustible nucléaire pour dissimuler son but réel. Le Japon ne devrait pas se laisser aller au jeu enfantin consistant à pêcher dans des eaux troubles en se servant de notre "question nucléaire" et il ne devrait pas dresser des obstacles sur la voie du règlement de la question nucléaire de la péninsule coréenne.

Les autorités sud-coréennes font des efforts désespérés contre leurs compatriotes, montrant qu'elles n'ont ni la volonté de résoudre la question nucléaire de la péninsule coréenne ni la volonté de parvenir à la réunification. Le but réel des autorités sud-coréennes lorsqu'elles évoquent la

question nucléaire est de mettre au point et de détenir des armes nucléaires en cachette et de disposer d'un prétexte pour empêcher la mise en oeuvre d'un accord Nord-Sud.

La République populaire démocratique de Corée espère que les autorités sud-coréennes cesseront de dépendre de forces extérieures et qu'elles accepteront notre proposition d'échanger des envoyés spéciaux ayant une position nationale indépendante, comme la situation en évolution l'exige.

Pour conclure, la délégation de la République populaire démocratique de Corée voudrait souligner que les Etats-Unis d'Amérique ont reconnu qu'il était nécessaire de chercher une réponse fondamentale à la question nucléaire de la péninsule de Corée et qu'ils ont annoncé leur intention d'oeuvrer à cette fin. Nous regrettons toutefois que les Etats-Unis aient parrainé un projet de résolution injuste conçu pour faire pression sur mon pays alors qu'il a pris l'engagement politique de régler la question par voie de négociations.

M. Kukan (Slovaquie) (*interprétation de l'anglais*) :
Qu'il me soit tout d'abord permis, au nom du Gouvernement slovaque, d'exprimer notre profonde reconnaissance à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et à son Directeur général qui nous aident à trouver des solutions aux problèmes complexes de sûreté nucléaire dans le cadre de la coopération multilatérale.

En outre, je voudrais dire combien nous apprécions l'intérêt manifesté par l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui a contribué sensiblement à faire prendre au sérieux aussi bien par les Etats nucléaires que par les Etats non nucléaires les efforts que nous faisons en matière d'utilisations pacifiques de l'énergie atomique.

L'an dernier, l'AIEA s'est activement employée à réaliser l'un de ses objectifs les plus importants : l'application des garanties et les contrôles stricts des possibles contrevenants au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Nous nous félicitons de la troisième réunion du Groupe d'experts chargés de préparer l'accord sur la sûreté nucléaire, qui a eu lieu à Vienne fin janvier 1993, et de la réunion de suivi du Groupe des fournisseurs nucléaires qui s'est tenue à Lucerne fin mars, qui ont permis d'échanger des notes avec les membres du Groupe sur l'élaboration de directives pour empêcher la prolifération des matériels nucléaires et autres éléments à usage mixte. L'acceptation de la République slovaque au sein du Groupe et sa qualité de membre du Comité Zangger sont autant de mesures qui montrent que nous appuyons la sûreté nucléaire.

A une époque où plusieurs Etats cherchent à acquérir des armes nucléaires et le matériel nucléaire nécessaire à leur production, accroissant ainsi le risque de voir se multiplier les arsenaux nucléaires, il est symptomatique que la République slovaque s'associe aux activités destinées à faire échec à ces tentatives. Nos efforts visant un contrôle plus rigoureux de la sûreté nucléaire, l'interdiction des essais nucléaires et la coordination internationale de la coopération pour empêcher les puissances irresponsables d'acquérir du matériel et des armes nucléaires ont été approuvés et appuyés par l'Agence internationale de l'énergie atomique au plus haut niveau.

Je voudrais demander à tous les pays qui ne sont pas encore signataires du Traité sur la non-prolifération nucléaire ainsi qu'à ceux qui ne souhaitent plus en être partie ou qui en réclament l'annulation de bien vouloir revenir sur leur position.

Le processus de dissolution de l'ancienne République fédérale tchèque et slovaque et la création qui en est résultée de deux Etats successeurs indépendants — la République slovaque et la République tchèque — de même que la disparition concomitante de la Commission tchécoslovaque à l'énergie atomique d'origine, ont rendu urgent et nécessaire la création des organes administratifs nationaux indépendants qui assureront le contrôle de la sûreté nucléaire dans les deux pays afin d'enrayer le risque de perdre le contrôle du fonctionnement des installations nucléaires dans les nouveaux Etats et l'adhésion de ceux-ci aux principes de sûreté.

Ce processus a été achevé par la République slovaque à la satisfaction des organisations internationales et du Gouvernement slovaque. A la fin de l'année dernière, le Conseil national de la République slovaque a promulgué une loi créant un bureau de surveillance nucléaire, indépendant et compétent, pour assurer ainsi la continuité nécessaire dans le contrôle de la sûreté nucléaire sans interrompre les contacts avec l'AIEA. La tâche de mettre en place la structure actuelle du bureau et de délimiter ses responsabilités s'est achevée de façon satisfaisante et conformément aux critères des Nations Unies et de la République slovaque en matière de relations internationales.

Nous sommes décidés à appliquer sans réserve les mesures nécessaires pour assurer un strict contrôle des exportations de matériels et d'équipements nucléaires, y compris les éléments à usage mixte. Nous appuyons les propositions tendant à instaurer un système général d'information pour signaler les mouvements de matériels et équipements nucléaires. Nous apprécions profondément les efforts que font le Directeur général de l'AIEA et son équipe d'inspecteurs chargés d'inspecter les installations nucléaires irakiennes et nord-coréennes, ainsi que les activités qui ont

conduit l'Argentine et la République d'Afrique du Sud à se joindre au Groupe des fournisseurs nucléaires et à faire leurs directives concernant l'interdiction d'exporter des matériels nucléaires et autres éléments à usage mixte.

Nous attachons tout autant d'importance à l'assistance et à la coopération techniques que peut fournir l'AIEA. Par conséquent, nous considérons comme un insigne honneur pour notre pays que l'AIEA ait décidé de mettre en oeuvre un projet modèle de contrôle de la sûreté nucléaire en Slovaquie, renforçant et développant ainsi la capacité des autorités de contrôle de l'Etat dans le domaine de la sûreté nucléaire.

Qu'il me soit permis de terminer en exprimant la satisfaction de mon pays eu égard au rapport d'activité de l'Agence internationale de l'énergie atomique et au travail accompli par son Directeur général, M. Hans Blix. Nous le félicitons d'avoir été reconduit dans ses hautes fonctions. A lui-même et à ses collègues, nous souhaitons plein succès dans les efforts qu'ils déploieront énergiquement à l'avenir pour mener à bien les nouvelles tâches difficiles qui les attendent.

M. Rivero Rosario (Cuba) (*interprétation de l'espagnol*) :

L'énergie nucléaire s'est avérée un facteur important dans la solution de nombreux problèmes de la planète. C'est pourquoi je souhaite saisir cette occasion pour réaffirmer, au nom de mon pays, notre appui aux travaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), ainsi qu'à sa contribution à la paix, à la santé et à la prospérité dans le monde entier.

M. Nyakyi (*République-Unie de Tanzanie*),
Vice-Président, assume la présidence.

Nous considérons que, dans la conjoncture internationale actuelle, cette instance est appropriée pour encourager la plus vaste coopération possible dans ce domaine et ainsi contribuer à éliminer l'inégalité croissante qui existe au niveau du développement des divers pays et régions géographiques. Ma délégation, qui souhaite également féliciter M. Blix de sa réélection en tant que Directeur de l'AIEA, reconnaît la contribution positive qu'il a apportée pendant l'exercice de ses fonctions, et espère qu'il continuera de mener l'Agence sur une voie favorable à l'utilisation pacifique de l'atome par toute l'humanité.

Il convient de reconnaître l'importante contribution que représentent l'assistance et la coopération techniques de l'AIEA pour les pays en développement. Pour Cuba, en particulier, cette coopération s'est soldée en 1992 par la conclusion d'importants projets liés à l'application de techniques nucléaires dans les domaines de la santé publique

et de la surveillance radiologique de l'environnement. Un exemple frappant de l'importance de cette activité pour Cuba est l'aide rapide et opportune que l'AIEA nous a accordée, à notre demande, dans la lutte que nous menons contre l'épidémie de névrite qui frappe notre population depuis plusieurs mois.

L'Agence se consacre notamment à l'élaboration d'une convention sur la sûreté nucléaire. Mon pays considère que la Convention doit, comme son nom l'indique, s'appliquer au niveau mondial et à toutes les installations nucléaires. De même, nous pensons que, dans son cadre, il faut encourager la coopération internationale et l'échange de technologies. En même temps, elle ne doit en aucun cas limiter l'accès des pays en développement aux technologies liées à la puissance nucléaire et aux autres applications pacifiques de l'atome, car ce sont précisément celles qui sont le plus utiles pour résoudre les graves problèmes socio-économiques.

Mon pays appuie également l'AIEA dans les travaux qu'elle a entrepris pour renforcer l'efficacité du régime de garanties. Cela devrait être fait pour contribuer à la création d'un climat transparent de confiance au sein de la communauté internationale et non pas pour garantir les prérogatives des Etats dotés d'armes nucléaires. Les mesures qui seront adoptées à cette fin devront être universelles et non discriminatoires, reposer sur un fondement juridique approprié et tenir compte de l'étude portant sur leurs incidences techniques, financières et politiques. Dans ce contexte, nous appuyons la proposition qui a été faite de créer un comité de garanties qui encouragerait la participation de tous les pays et qui serait semblable à celui créé au début des années 60 dans le cadre du Traité de non-prolifération.

Enfin, Cuba souhaite que l'Agence continue de travailler pour optimiser les niveaux de sécurité nucléaire et de protection radiologique à une échelle mondiale et aider tous les pays dont le développement dépend des nombreuses applications de l'énergie nucléaire. Dans les mois à venir, l'Agence devra se consacrer à ces principales tâches.

Mon pays a suivi attentivement le cours des événements liés à la mise en oeuvre de l'accord de garanties intervenu entre la République populaire démocratique de Corée et l'Agence. Nous sommes convaincus que le moyen de régler ce différend est de poursuivre les négociations entre les parties intéressées et, partant, d'éviter toute activité susceptible de bloquer le processus de négociation et d'aggraver la situation qui est déjà tendue et dangereuse dans la région. Je voudrais réaffirmer la position de principe que Cuba a toujours adoptée quant au respect inconditionnel de la souveraineté des Etats et des accords internationaux ayant été acceptés volontairement et qui ont force obligatoire pour toutes les parties contractantes.

Enfin, ma délégation tient à exprimer sa reconnaissance à l'Agence, à la République populaire démocratique de Corée et à d'autres pays pour s'être efforcés de rechercher une solution juste et négociée au différend. En même temps, nous souhaitons que se poursuivent les activités qui s'imposent pour que cette question soit réglée avec succès.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) :

Je tiens à annoncer que les pays suivants se sont portés auteurs du projet de résolution A/48/L.13 et Add.1 : Arménie, Dominique, Ethiopie, Lettonie et Lituanie.

Nous allons maintenant examiner le projet A/48/L.13 et Corr.1.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République populaire démocratique de Corée qui va expliquer son vote avant le vote. Je lui rappelle que les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Pak (République populaire démocratique de Corée) (*interprétation de l'anglais*) :

La délégation de la République populaire démocratique de Corée estime que rien ne saurait justifier l'inclusion de graves éléments politiques, n'ayant aucun fondement juridique, dans le projet de résolution A/48/L.13 et Corr.1 présenté sur le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui se spécialise en science et technologie. Le fait que le Conseil d'administration de l'AIEA, à sa réunion du 20 septembre, n'a pu dégager un consensus sur le projet de résolution, qui devait être présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies concernant la question nucléaire de la péninsule coréenne, montre clairement que cela est vrai.

Si l'Assemblée générale adopte ce projet de résolution, sans tenir compte des faits, cela reviendra à approuver tacitement la politisation des institutions spécialisées des Nations Unies, à tolérer qu'elles soient manipulées contrairement à leurs buts premiers et, partant, à porter atteinte à la souveraineté des Etats membres. L'inclusion de la prétendue question nucléaire dans le projet de résolution présenté par la délégation de l'Australie reflète son but politique : bloquer la solution de la question nucléaire par le dialogue et exercer des pressions sur mon pays.

Le Président assume la présidence.

La tentative de l'AIEA et de certains de ses fonctionnaires d'adopter un projet de résolution empiétant sur la souveraineté d'un Etat membre en utilisant de façon abusive le nom de l'ONU est un défi au processus de négociation qui se poursuit en vue de résoudre le problème.

Certains fonctionnaires du secrétariat de l'AIEA ont contraint le Conseil d'administration et la Conférence générale de l'AIEA à adopter une résolution injustifiée, en voulant ignorer les propositions de négociation avancées par le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée.

A cet égard, la République populaire démocratique de Corée a déjà catégoriquement rejeté la résolution injuste adoptée à la trente-septième session ordinaire de la Conférence générale de l'AIEA. Par conséquent, la délégation de la République populaire démocratique de Corée ne saurait accepter les neuvième et dixième alinéas du préambule du projet de résolution A/48/L.13 et Corr.1. Le neuvième alinéa du préambule, qui affirme que la République populaire démocratique de Corée "n'a pas respecté ses obligations en matière de garanties et que ses manquements auxdites obligations se sont multipliés", et le paragraphe 7 du dispositif qui mentionne "l'application intégrale" de "l'accord de garanties" n'ont aucun fondement juridique.

La déclaration commune du 11 juin 1993 de la République populaire démocratique de Corée et des Etats-Unis d'Amérique a clairement fait référence à la question de l'application impartiale de l'accord de garanties.

Il est clair pour tout le monde que la suspension temporaire de la mise en application du retrait prévu de la République populaire démocratique de Corée du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ne visait pas à accepter une inspection partielle de la part de l'AIEA. Dans cette situation exceptionnelle, l'exigence présentée par l'Agence d'appliquer les obligations de garanties revient à imposer une inspection partielle à mon pays par l'Agence, et ma délégation maintient qu'il n'y a pas de raison juridique pour que l'AIEA impose une inspection injuste à mon pays.

Ma délégation croit que les pressions ne contribueront pas à résoudre la question nucléaire dans la péninsule coréenne. Empiéter sur la souveraineté d'une partie au dialogue et faire pression sur elle, allant ainsi à l'encontre de la tendance de l'époque actuelle qui est de résoudre tous les problèmes par le biais du dialogue et des négociations, sont des agissements qui ne peuvent être interprétés que comme un manque de volonté de résoudre le problème.

L'adoption d'un projet de résolution visant à s'ingérer dans les affaires de la République populaire démocratique de Corée et à faire pression sur elle n'est conforme ni aux principes de la Charte des Nations Unies, ni au droit international et à sa pratique. La seule façon de résoudre équitablement cette question réside dans le dialogue et la négociation.

La République populaire démocratique de Corée continuera de faire de son mieux pour résoudre la question nucléaire dans la péninsule coréenne par le biais de négociations. Voilà pourquoi la délégation de la République populaire démocratique de Corée tient à réaffirmer son rejet total du neuvième alinéa du préambule et du paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution A/46/L.13 et Corr.1.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) :

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/48/L.13 et Corr.1.

Des votes séparés ont été demandés pour les huitième et neuvième alinéas du préambule et les paragraphes 7 et 8 du dispositif du projet de résolution.

S'il n'y a pas d'objections à ces demandes, ces paragraphes seront mis aux voix pour commencer.

En l'absence d'objections, je vais maintenant mettre aux voix le huitième alinéa du préambule du projet de résolution A/48/L.13 et Corr.1.

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Dominique, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Estonie, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Hongrie, Iles Marshall, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Malte, Maurice, Mexique, Micronésie (Etats fédérés de), Mongolie, Myanmar, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Samoa, Sierra Leone, Singapour, Sri Lanka, Suède, Suriname, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Zaïre.

Votent contre : Iraq, Soudan.

Abstentions : Algérie, Angola, Bélarus, Cambodge, Cuba, Ghana, Indonésie, Kirghizistan, Lesotho, Malaisie, Mali, Namibie, Ouganda, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

Par 105 voix contre 2, avec 22 abstentions, le huitième alinéa du préambule est retenu.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) :

Je vais maintenant mettre aux voix le neuvième paragraphe du préambule du projet de résolution A/48/L.13 et Corr.1.

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Dominique, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Estonie, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Guyana, Hongrie, Iles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (Etats fédérés de), Mongolie, Myanmar, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Samoa, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Zaïre.

Votent contre : République populaire démocratique de Corée.

S'abstiennent : Angola, Bélarus, Cambodge, Chine, Colombie, Cuba, Ghana, Guinée, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Kirghizistan, Lesotho, Malaisie, Mali, Namibie, Ouganda, Pakistan, Philippines, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

Par 104 voix contre une, avec 30 abstentions, le neuvième alinéa du préambule est retenu.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) :

Un vote enregistré séparé a été demandé sur le paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Dominique, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Estonie, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Guyana, Hongrie, Iles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (Etats fédérés de), Mongolie, Myanmar, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Samoa, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Zaïre.

Votent contre : République populaire démocratique de Corée.

S'abstiennent : Angola, Bélarus, Cambodge, Chine, Cuba, Ghana, Guinée, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Kirghizistan, Lesotho, Malaisie, Mali, Namibie, Ouganda, Philippines, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

Par 106 voix contre une, avec 28 abstentions, le paragraphe 7 du dispositif est retenu.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) :

Un vote enregistré séparé a été demandé sur le paragraphe 8 du dispositif.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Brunéi Darussalam,

Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Dominique, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Estonie, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Guyana, Hongrie, Iles Marshall, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Malte, Maurice, Mexique, Micronésie (Etats fédérés de), Mongolie, Myanmar, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Samoa, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Zaïre.

Votent contre : Iraq.

S'abstiennent : Angola, Cuba, Ghana, Guinée, Indonésie, Kirghizistan, Malaisie, Mali, Namibie, Ouganda, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

Par 111 voix contre une, avec 18 abstentions, le paragraphe 8 du dispositif est retenu.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) :

Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution A/48/L.13 et Corr.1 dans son ensemble.

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Dominique, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Estonie, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Iles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie,

Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (Etats fédérés de), Mongolie, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Samoa, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Yémen, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : République populaire démocratique de Corée.

S'abstiennent : Angola, Chine, Cuba, Ghana, Guinée, Iraq, Mali, Sénégal, Viet Nam.

*Par 140 voix contre une, avec 9 abstentions, le projet de résolution A/48/L.13 et Corr.1, dans son ensemble, est adopté (résolution 48/14).**

Le Président (*interprétation de l'anglais*) :

Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote.

Je rappelle aux délégations que les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Allarey (Philippines) (*interprétation de l'anglais*) :

Ma délégation souhaite expliquer son vote sur le projet de résolution A/48/L.13 et Corr.1.

Les Philippines appuient le programme de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour l'application de garanties concernant le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Par conséquent, elles ont non seulement voté pour la résolution GC(XXXVII)/RES/624 du 1er octobre 1993, mais elles ont parrainé cette résolution.

Les Philippines étaient prêtes à parrainer le projet de résolution A/48/L.13 et Corr.1 s'il avait comporté les suggestions de certaines délégations, dont la mienne, en vue de refléter un plus large consensus. En outre, le projet de résolution renferme d'autres éléments qui ne figurent pas dans les résolutions sur ce sujet.

Les Philippines ont néanmoins voté pour le projet de résolution.

M. Gonzalez Bustos (Mexique) (*interprétation de l'espagnol*) :

La délégation du Mexique a voté pour le projet de résolution A/48/L.13 et Corr.1 parce qu'elle estime qu'il est de la plus haute importance d'appuyer le travail accompli par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Nous réaffirmons notre pleine confiance dans le rôle joué par l'Agence dans la promotion de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Comme nul ne l'ignore, l'Assemblée générale a adopté depuis plusieurs années la résolution relative au rapport de l'AIEA sans procéder à un vote. Mon gouvernement estime que le rapport annuel présenté par l'AIEA à l'Assemblée générale doit se limiter, comme c'était jusqu'à présent le cas, aux questions techniques et de procédure. L'inclusion de questions politiques a notamment pour grave conséquence la perte du consensus et une politisation croissante du sujet, ce qui ne profite à personne.

Nous pensons également que la résolution ne doit pas désigner certaines activités de l'Agence, aussi importantes soient-elles, au détriment d'autres activités. Ce type de sélection nuit à l'équilibre qui doit présider aux travaux de l'Agence et se fait au détriment de l'importance que la majorité des Etats attachent aux activités visant la promotion de la coopération internationale dans ce domaine.

A cet égard, le Mexique réaffirme la nécessité de maintenir un équilibre entre les activités de l'AIEA, en particulier en ce qui concerne l'application des garanties, la sûreté nucléaire et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Je tiens à noter qu'à plusieurs reprises, le Gouvernement mexicain a réaffirmé l'importance du renforcement du régime de garanties de l'Agence dans un cadre juridique respectueux de la souveraineté des Etats. C'est pourquoi nous avons proposé la création d'un comité à composition non limitée sur les garanties de l'AIEA pour permettre aux membres de l'Agence d'entreprendre une étude suivie de la question en vue de développer un régime universel efficace de garanties. Le comité en question aurait besoin d'un mandat bien défini et d'une date limite pour réaliser ses objectifs.

M. Wu Chengjiang (Chine) (*interprétation du chinois*) :

La délégation chinoise s'étant abstenue lors du vote sur le projet de résolution A/48/L.13 et Corr.1, intitulé "Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique", je voudrais en expliquer les raisons.

Tout d'abord, je veux préciser que notre abstention n'implique aucun changement de la position de la Chine à

l'égard de l'Agence. Dans sa déclaration de ce matin, ma délégation a fait une évaluation complète et positive des travaux de l'Agence au cours de l'année.

Deuxièmement, la délégation chinoise maintient sa position sur certaines résolutions du Conseil des gouverneurs de l'AIEA et de sa Conférence générale auxquelles il est fait référence dans le projet de résolution. En particulier, nous avons des réserves sur la résolution GC(XXXVII)/RES/624 du 1er octobre 1993.

Troisièmement, la délégation chinoise estime que la résolution de l'Assemblée sur le rapport de l'AIEA ne devrait pas inclure de questions qui sont spécifiques aux travaux de l'Agence, en particulier des questions litigieuses comme la situation nucléaire en Corée. Cela ne peut que compliquer les problèmes en question et ne favorise pas leur solution. Dans un esprit constructif, la délégation chinoise a proposé certains amendements au projet de résolution; malheureusement, les auteurs du texte n'ont pas accepté nos suggestions bien intentionnées.

Quatrièmement, la délégation chinoise veut réaffirmer la position de principe de la Chine sur la question nucléaire en Corée. Nous appuyons la dénucléarisation de la péninsule coréenne, et nous n'y préconisons la présence d'aucune arme nucléaire. Maintenant que la question a évolué jusqu'à impliquer la République populaire démocratique de Corée, les Etats-Unis, la République de Corée et l'AIEA, une solution équitable, rationnelle et globale devrait être trouvée par la consultation et la négociation entre les quatre parties, sur la base de l'égalité et du respect mutuel. Nous nous félicitons de la tenue de pourparlers entre la République populaire démocratique de Corée et les Etats-Unis, et nous espérons qu'ils conduiront à une solution. Nous croyons qu'imposer des conditions déraisonnables, exercer de la pression, lancer des ultimatums et empoisonner l'atmosphère sont des pratiques peu recommandables.

M. Rivero Rosario (Cuba) (*interprétation de l'espagnol*) :

Ma délégation souhaite expliquer sa position sur le projet de résolution A/48/L.13 et Corr.1, qui vient d'être adopté au titre du point 14 de l'ordre du jour, intitulé "Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique". Comme nous l'avons mentionné pendant le débat sur cette question, la délégation cubaine reconnaît une grande valeur, d'une manière générale, aux travaux de l'Agence, qui sont, bien entendu, d'une grande importance pour les pays en développement.

Comme nous faisons ici le bilan des activités de l'Agence au cours de l'année, ma délégation aurait aimé que le projet de résolution se limite — comme c'était la pratique il y a encore deux ou trois ans — à une évaluation générale

des travaux de l'Agence; il aurait alors pu être adopté sans vote. Nous regrettons donc que cette question se soit politisée; ma délégation estime que cela ne contribue pas à la réalisation des objectifs que l'Assemblée devrait poursuivre à ce titre.

Le projet de résolution qui vient d'être adopté mentionne expressément des résolutions du Conseil de sécurité, en l'occurrence la résolution 687 (1991), que ma délégation s'est vu dans l'impossibilité d'appuyer pour les raisons qu'elle a expliquées à l'époque; cette résolution mentionne des activités de l'AIEA menées dans des circonstances *sui generis* extraordinaires. A notre avis, ces références préjugent de notre évaluation de l'important travail que l'Agence effectue en s'acquittant de ses responsabilités et la déséquilibrent.

De plus, la délégation cubaine a des réserves quant aux alinéas et aux paragraphes du préambule et du dispositif, respectivement, qui portent un jugement sur les activités d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, la République populaire démocratique de Corée, et sur leur relation avec l'AIEA. Nous pensons que ces questions devraient être examinées par les organes compétents de l'AIEA seulement, et non par l'Assemblée générale, où, croyons-nous, un tel examen est déplacé. A notre avis, cela contribue à exacerber les tensions dans le climat politique qui entoure cette question. C'est pourquoi nous n'avons pas pu appuyer les paragraphes dont j'ai parlé.

Comme nous l'avons déjà dit, ma délégation est convaincue que ce conflit ne sera résolu qu'en poursuivant les négociations entre toutes les parties concernées dans cette question et qu'il est essentiel d'éviter toute action qui pourrait engendrer une impasse dans le processus de négociation et exacerber la situation dans une région qui est déjà tendue et dangereuse.

Pour ces raisons, ma délégation a été forcée de s'abstenir lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution.

M. Moradi (République islamique d'Iran) (*interprétation de l'anglais*) :

Ma délégation s'est abstenue lors des votes séparés sur le neuvième alinéa du préambule et sur le paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution A/48/L.13 et Corr.1, qui mentionnent le respect, par la République populaire démocratique de Corée, de ses obligations au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique, car nous estimons que ces deux paragraphes manquent d'équilibre.

Nous croyons que les auteurs du texte auraient dû donner à ces paragraphes un libellé beaucoup plus positif.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) :

Nous venons d'entendre le dernier orateur au titre des explications de vote.

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite ainsi achever son examen du point 14 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 47 de l'ordre du jour (suite)

Célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies en 1995

Célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration des Quatre Nations sur la sécurité générale en date du 30 octobre 1943

Le Président (*interprétation de l'anglais*) :

Ce soir, conformément à la résolution 48/6 du 19 octobre 1993, l'Assemblée générale célèbre le cinquantième anniversaire de la Déclaration des Quatre Nations sur la sécurité générale en date du 30 octobre 1943.

On se rappellera que, le 30 octobre 1943, les Ministres des affaires extérieures des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ainsi que l'Ambassadeur chinois à Moscou publiaient la Déclaration des Quatre Nations sur la sécurité générale, reconnaissant la nécessité d'instituer dès que faire se pourrait, en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales, une organisation internationale générale fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats pacifiques et dont tous ces Etats, petits ou grands, pourraient devenir membres.

M. Vorontsov (Fédération de Russie) (*interprétation du russe*) :

J'ai le grand plaisir de prendre la parole devant l'Assemblée générale en cette importante occasion, le cinquantième anniversaire de la Conférence de Moscou de 1943. Il y a exactement un demi-siècle que les représentants des Gouvernements de l'Union soviétique, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la Chine adoptaient la Déclaration des Quatre Nations sur la sécurité générale, dans laquelle, pour la première fois, la nécessité était reconnue d'

“instituer dès que faire se pourrait, en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales, une organisation internationale générale fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats pacifiques et dont tous ces Etats, petits ou grands, pourraient devenir membres.”

Il m'apparaît profondément symbolique que ce premier jalon, qui a ouvert la voie à la création de l'ONU, dont la

responsabilité principale est le maintien de la paix et de la sécurité internationales, ait été posé en un moment historique, alors que les fronts de la seconde guerre mondiale connaissaient leurs plus graves combats. Toutefois, à ce moment-là, les dirigeants des Etats ayant présidé à la conception de l'Organisation des Nations Unies montraient déjà alors la voie que devaient emprunter les peuples du monde pour assurer à tous un avenir plus sûr et plus prometteur.

Deux ans après la Conférence de Moscou, cette organisation mondiale, c'est-à-dire l'ONU, était créée, et il est normal que la séance spéciale d'aujourd'hui laisse envisager la célébration de l'important anniversaire de l'ONU en 1995.

L'anniversaire de la Conférence de Moscou est de nature symbolique, en raison de sa dimension humaniste. L'idée de coopération internationale, conçue aux pires moments de la guerre la plus sanglante de l'histoire de l'humanité, a pris forme. Des citoyens de tous les continents sont séduits par cette idée, qui est une source d'inspiration pour sculpteurs et poètes, compositeurs et scientifiques. L'idée d'humanisme occupe le centre de l'activité de l'ONU.

L'Organisation, qui dans le passé avait été entravée par les contraintes de la guerre froide qui divisait le monde en deux camps antagonistes, connaît actuellement une renaissance. Ce n'est qu'au début des années 90, par suite du triomphe de la démocratie en Russie et dans les pays d'Europe de l'Est, que les perspectives sont devenues favorables et qu'un mouvement s'est amorcé en direction du système mondial que les pères fondateurs de l'ONU avaient tenté de mettre sur pied. Cependant, de nouvelles difficultés se sont présentées sur cette voie. Nous sommes témoins d'une vague de nationalisme agressif et de chauvinisme ainsi que d'une lutte visant à retracer les frontières, ce qui pourrait susciter de nouveaux conflits.

Aujourd'hui, comme jamais auparavant, les peuples du monde placent leurs espoirs les plus vifs dans les activités de maintien de la paix de l'ONU. Les succès obtenus en Namibie et au Cambodge dans ce domaine ainsi que le règlement intervenu en Amérique centrale sont indiscutables. En même temps, toutefois, les limites de ces démarches traditionnelles pour le règlement des conflits deviennent de plus en plus visibles. Dans ces nouvelles conditions, il importe de veiller à donner aux opérations des objectifs politiques clairs, un contrôle strict, un commandement efficace et des mesures de protection des civils et du personnel de l'ONU pendant les conflits. La possibilité d'une interaction plus active entre l'ONU et les organisations régionales est une question qui mérite de retenir une attention particulière.

La Russie et d'autres pays de la Communauté des Etats indépendants espèrent obtenir un appui concret dans les efforts qu'ils déploient pour surmonter les crises qui se manifestent sur le territoire de l'ancienne Union soviétique. Avec nos voisins, les Etats indépendants, nous continuerons de soumettre à l'ONU des propositions pour favoriser une coopération plus étroite. Nous sommes convaincus qu'il n'y a pas de solution de rechange à une telle coopération.

Aujourd'hui, il nous appartient d'adapter l'ONU aux changements politiques qui interviennent dans le monde. Toute mesure prise doit permettre à l'ONU d'obtenir des résultats toujours plus tangibles dans les domaines du maintien de la paix, de la protection des droits de l'homme, du renforcement des institutions démocratiques, de la promotion d'un développement durable et de l'apport d'une aide humanitaire.

La Déclaration de Moscou de 1943 proclamait solennellement qu'il était nécessaire d'entreprendre une action commune en faveur du maintien de la paix et de la sécurité. A la fin du XXe siècle, l'évolution des événements dans le monde nous offre la possibilité d'un nouveau partenariat universel fondé sur une ONU renouvelée. Pour parvenir à un consensus sur des questions internationales capitales, les membres de la communauté internationale sont appelés à utiliser pleinement les énormes capacités de l'ONU.

Le cinquantième anniversaire de l'ONU devra permettre de confirmer avec éclat l'importance du rôle que joue l'Organisation dans la vie de la communauté internationale et de confirmer avec conviction l'attachement des Etats Membres de l'ONU à la pleine réalisation des buts et principes consacrés dans la Charte des Nations Unies il y a un demi-siècle.

Nous sommes disposés à coopérer de façon globale avec d'autres Membres de l'ONU et avec tous ceux qui partagent les idéaux de l'Organisation en vue d'atteindre ces nobles objectifs.

Mme Albright (Etats-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) :

Pour commencer nos préparatifs en vue de la célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation en 1995, nous nous réunissons aujourd'hui dans cette salle, deux ans avant cette célébration, pour commémorer un événement important qui a entraîné la création de notre organisation.

Il y a 50 ans cette semaine, les Gouvernements de quatre alliés de la guerre — les Etats-Unis, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le Royaume-Uni et la Chine — se sont rencontrés à Moscou. Lors de cette réunion,

ces quatre gouvernements ont reconnu la nécessité pour toutes les nations éprises de paix de collaborer étroitement les uns avec les autres à la suite de la fin de la deuxième guerre mondiale. On s'était rendu compte que ce ne serait que grâce à ce type de collaboration étroite que l'on pourrait maintenir la paix et que l'on pourrait pleinement promouvoir le bien-être politique, économique et social des peuples du monde.

A la suite de cette Conférence de Moscou en 1943, la Déclaration des Quatre Nations sur la sécurité générale a été signée le 30 octobre de cette même année. La Déclaration énonçait les principes premiers sur lesquels un système très large de coopération internationale pourrait être fondé. Elle appelait

“à instituer dès que faire se pourrait, en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales, une organisation internationale générale fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats pacifiques et dont tous ces Etats, petits ou grands, pourraient devenir membres.”

Les quatre alliés se sont ensuite engagés à se consulter les uns les autres et à consulter d'autres Etats à cette fin. Cet engagement a débouché sur la réunion de 1944, à Dumbarton Oaks, à Washington, où un plus grand nombre d'Etats ont commencé à travailler à l'établissement de la Charte des Nations Unies, et puis sur la réunion l'année suivante à San Francisco, où notre Organisation a été officiellement créée.

A mesure que se poursuit la phase préparatoire de la célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, nous devrions également nous rappeler les événements qui ont abouti à sa création. Par conséquent, achevons cette séance de commémoration avec une détermination nouvelle de faire collectivement et individuellement tous nos efforts pour célébrer dignement et mettre en valeur le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. En même temps, rendons hommage à la mémoire des dirigeants qui se réunirent à Moscou, à Dumbarton Oaks et à San Francisco, en examinant les moyens de renforcer et de stimuler l'Organisation créée dans l'intérêt de la sécurité collective et de la paix mondiale.

Sir David Hannay (Royaume-Uni) (*interprétation de l'anglais*) :

En 1943, alors que la deuxième guerre mondiale battait son plein, les dirigeants de l'alliance du temps de guerre se sont tournés en pensée vers la paix. Leur objectif était de jeter les bases d'une organisation internationale qui serait plus efficace que la Société des Nations et serait la gardienne de la paix et de la sécurité internationales. Avant tout, elle

devait faire en sorte que le cauchemar d'une guerre mondiale ne se répète jamais plus.

La Conférence de Moscou en octobre 1943 a permis l'expression de ces idées. Dans la Déclaration des Quatre Nations sur la sécurité générale, la Conférence a reconnu la nécessité d'instituer

“en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationale, une organisation internationale générale fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats pacifiques et dont tous ces Etats, petits ou grands, pourraient devenir membres.”

La Déclaration a ainsi ouvert la voie qui a abouti à la création des Nations Unies. Elle a posé le cadre et certains principes fondamentaux pour l'Organisation qui devait en découler. L'Organisation a vu le jour près de deux ans plus tard, à San Francisco. Et 50 ans plus tard, nous rendons hommage à la prévoyance et à l'idéalisme reflétés dans cette Déclaration de Moscou.

Par la suite, l'histoire n'a pas toujours été facile. Pendant la majeure partie des 50 années passées, le travail de l'Organisation a été marqué par la guerre froide. Ce n'est que maintenant que l'ONU est à même de fonctionner dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales comme les pères fondateurs en avaient l'intention, avec le Conseil de sécurité jouant son rôle directeur dans la recherche de solutions aux conflits qui sévissent autour du monde.

Le Royaume-Uni reste attaché aux principes établis à la Conférence de Moscou et plus tard, lors de la signature de la Charte des Nations Unies à San Francisco, en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales par le biais des Nations Unies. Nous participons activement aux opérations de maintien de la paix, avec 3 000 hommes qui servent actuellement sous le drapeau des Nations Unies. Nous contribuons à temps et de façon importante aux budgets des Nations Unies et nous cherchons à utiliser nos ressources diplomatiques pour appuyer les efforts de l'ONU visant à restaurer la paix dans les régions troublées du monde.

Le Royaume-Uni est aussi attaché, comme nous l'étions en 1943 à faire en sorte que l'architecture des organisations internationales corresponde aux tâches qui leur incombent. L'ONU doit, bien entendu, s'adapter aux changements survenus avec le temps dans la situation internationale. L'accroissement des activités de maintien de la paix, par exemple, exige un ajustement correspondant des structures de gestion de ces opérations. Nous avons présenté au Secrétaire général nos idées à ce sujet. Nous avons aussi présenté nos idées sur la composition du Conseil de sécurité, dont l'Assemblée va débattre sous peu.

Ce débat, lui aussi, est opportun. Comme le Secrétaire d'Etat de mon pays l'a déclaré dans le débat général, le 29 septembre dernier, nous sommes certains que s'il devait y avoir un consensus sur l'élargissement du Conseil de sécurité, il y a des pays qui, du fait de leurs intérêts mondiaux et de leur contribution à la paix et à la sécurité internationales, pourraient assumer toute la gamme de responsabilités qu'implique le statut de membre permanent, et assurément, on s'attendrait à ce qu'ils le fassent, parallèlement aux membres permanents actuels, les quatre signataires de la Déclaration de Moscou et la France.

Dans certains domaines, l'ONU a tellement bien réussi qu'elle n'a plus rien à faire. Le futur référendum des Palaos supprimera peut-être de la liste le dernier territoire qui soit encore administré par le Conseil de tutelle. Certaines des résolutions annuelles de l'Assemblée générale auraient besoin, cette année, d'être remaniées pour refléter les changements remarquables survenus en Afrique du Sud et au Moyen-Orient. Il faut que nous soyons prêts à remanier l'Organisation des Nations Unies maintenant qu'elle s'est acquittée de ses fonctions initiales.

En 50 ans, depuis la Conférence de Moscou, l'ONU a parcouru un très long chemin. Le nombre de ses Membres est passé de 51 à 184. Dix-sept nouvelles opérations de maintien de la paix ont été décidées au cours des cinq dernières années. L'ONU est chef de file dans des domaines aussi variés que l'assistance humanitaire, le développement durable et l'aide à la création de démocraties au moyen d'un appui à la tenue d'élections. Le Royaume-Uni est à la fois fier et privilégié d'avoir été présent parmi les nations représentées à Moscou en 1943. En 1993, nous continuons à oeuvrer pour le succès et l'efficacité d'une organisation qui a atteint sa maturité au cours des 50 dernières années. C'est donc avec un grand plaisir que nous participons à ce débat et nous attendons avec impatience de pouvoir participer à la célébration du cinquantième anniversaire de la création de notre organisation dans deux ans.

M. Li Zhaoxing (Chine) (*interprétation du chinois*) : Le fait que nous soyons réunis ici aujourd'hui afin de commémorer le cinquantième anniversaire de la Déclaration des Quatre Nations sur la sécurité générale revêt une importance extrême. La Déclaration a joué un rôle très positif en amenant la création de l'Organisation des Nations Unies, et aujourd'hui encore, les éléments de la Déclaration ayant trait à l'établissement et au maintien de la paix et de la sécurité internationales ont gardé toute leur signification.

Le monde a subi des changements extraordinaires depuis la création de l'Organisation des Nations Unies. Au cours de ces dernières années, le monde est entré dans une période de transition vers la multipolarité, dans le sillage de la désintégration de la structure bipolaire. De fait, il y a

maintenant de meilleures possibilités de pouvoir éviter une nouvelle guerre mondiale et de garantir une paix durable. Mais en même temps, les conflits mondiaux sont également en nombre croissant, diverses contradictions deviennent de plus en plus aiguës et la situation mondiale reste très troublée. La paix et le développement auxquels aspirent si ardemment les peuples du monde se heurtent toujours à de graves obstacles.

Compte tenu de ces nouvelles circonstances et vu les espoirs toujours plus grands que mettent en elle les peuples du monde, le rôle de l'ONU dans le maintien de la paix mondiale et de la promotion du développement devient de plus en plus important. Comment l'Organisation des Nations Unies peut-elle mieux s'adapter aux changements que connaît la situation mondiale et jouer un rôle plus actif dans les affaires du monde est une question de préoccupation universelle. Nous espérons que la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration des Quatre Nations sur la sécurité générale nous permettra de mieux étudier le rôle de l'ONU et les tâches ardues qu'elle devra affronter afin de promouvoir, de renforcer et d'améliorer ses travaux et de lui permettre de traiter les affaires majeures du monde, de défendre et réaliser les objectifs et les principes de la Charte des Nations Unies de manière plus active, mieux équilibrée, plus juste et plus efficace, compte tenu de la situation nouvelle, et de contribuer ainsi à la cause du maintien de la paix mondiale et du développement pour essayer de créer un monde meilleur pour tous.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) :

Nous en avons ainsi terminé avec la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration des Quatre Nations sur la sécurité générale du 30 octobre 1943.

Puis-je considérer que l'Assemblée en a fini avec son examen du point 47 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 h 35.

Annexe

Résultat des votes enregistrés et des votes par appel nominal

Résolution 48/14

La délégation de la République centrafricaine a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait voter pour.
